


Congo - F.m.i

Vers un nouveau programme économique et financier, pour appuyer les réformes

 (P.2)

Conseil des ministres

Les orientations prioritaires de Denis Sassou-Nguesso

 (P.3)

Examens d'Etat

Le mois de juin 2026 consacrent la tenue des sessions (P.2)

C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication)

Visite de Médard Milandou Nsonga dans les médias privés, pour préparer l'appui à la presse (P.6)



CANAL+

CHAMPIONS LEAGUE

LA FINALE CANAL+ LE 30 MAI SUR SPORT

EN MAI, NE SOYEZ PAS HORS-JEU

LE DECODEUR HD 1000 (PEUR TIC) INSTALLATION OFFERTE

TOUTES LES CHAINES + DSTV ENGLISH PLUS 2000 (PEUR TIC) DE PLUS SUR VOTRE ABONNEMENT



PILIER DE L'INDUSTRIE CONGOLAISE DEPUIS 23 ANS

EXPLOREZ CE QUE L'INNOVATION AGRO-ALIMENTAIRE A DE MEILLEUR !

GLOBALINE LAL PETILLANTE

www.globalinecongo.com



OFFRE FIT	10 Mb/s EN ILLIMITÉ	ABONNEMENT ANNUEL 15 000
INSTALLATION DE LA BOX OFFERTE	• STREAMING, RÉSEAUX SOCIAUX, MESSAGES ET APPELS VIDÉO EN ILLIMITÉ. • RECOMMANDÉE POUR CONNECTER JUSQU'À 5 APPARELS EN SIMULTANÉ.	
OFFRE START	50 Mb/s EN ILLIMITÉ	ABONNEMENT ANNUEL 25 000
INSTALLATION DE LA BOX OFFERTE	• STREAMING DE TOUTES VOS VIDÉOS ET MUSIQUES PRÉFÉRÉES, TÉLÉCHARGEMENT RAPIDE. • RECOMMANDÉE POUR CONNECTER JUSQU'À 15 APPARELS EN SIMULTANÉ.	
OFFRE PREMIUM	200 Mb/s EN ILLIMITÉ	ABONNEMENT ANNUEL 45 000
INSTALLATION DE LA BOX OFFERTE	• STREAMING ULTRA HD COMPATIBLE 4K, EXPÉRIENCE OPTIMALE POUR LES JEUX VIDÉO ET LA VISIO-CONFÉRENCE. • RECOMMANDÉE POUR CONNECTER UN NOMBRE ILLIMITÉ D'APPARELS EN SIMULTANÉ.	

Congo - F.m.i

Vers un nouveau programme économique et financier, pour appuyer les réformes

A peine sorti, il y a quelques mois, d'un programme économique et financier au résultat pourtant satisfaisant, le Congo-Brazzaville frappe de nouveau à la porte du F.m.i (Fonds monétaire international), pour solliciter la mise en place urgente d'un nouveau programme, «pour soutenir les efforts engagés par le gouvernement en faveur de la relance économique, de la maîtrise des finances publiques et du financement durable des priorités nationales, notamment dans les secteurs sociaux et les infrastructures», selon le communiqué de presse publié le 11 mai dernier par le Ministère des finances, du budget et du portefeuille public.

Le Congo-Brazzaville a été en programme triennal avec le F.m.i, de janvier 2022 à mars 2025. Dans le cadre de ce programme, le pays a bénéficié d'une Fec (Facilité élargie de crédit) d'un montant total de 455 millions de dollars américains (soit un peu plus de 228 milliards de francs Cfa). Les objectifs de ce programme, d'après le F.m.i, étaient de «réduire les vulnérabilités à la dette, tout en mettant en œuvre une politique budgétaire qui favorise une reprise économique forte et équitable. Il sera important de faire progresser de vastes réformes structurelles, y compris des mesures de lutte contre la corruption, des mesures visant à accroître la transparence dans l'utilisation des ressources publiques et des réformes du secteur de l'énergie, pour améliorer la gouvernance et l'environnement des entreprises».

Le Congo a passé, avec succès, les six revues de ce programme. Mais, au final, les objectifs n'étaient pas pleinement atteints. «Les performances du programme ont été mitigées», réagissait le F.m.i à la conclusion de la 6ème revue.

Le problème est, en réalité, politique. La lutte contre la corruption, la mise en œuvre



Christian Yoka, ministre des finances, du budget et du portefeuille public.

des réformes, le remboursement de la dette publique, la transparence des finances publiques, etc, sont autant de facteurs qui suscitent des controverses au sein de la classe dirigeante. En plus de ce qu'au sein de cette classe dirigeante, il n'y a pas d'unanimité sur la coopération avec le F.m.i. Le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, est tiraillé entre ceux de ses proches qui sont pour une relance économique avec l'appui du F.m.i et d'autres qui pensent que la coopération avec certains pays du Moyen-Orient et des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) peut permettre de relancer l'économie nationale, sans avoir besoin de passer sous les

fourches caudines du F.m.i. Ceux-ci considèrent que les conditions du F.m.i sont trop dures et donc posent problème à la souveraineté du pays. D'où la multiplication des visites présidentielles dans certains de ces riches pays pétroliers et/ou gaziers. Mais, si des accords bilatéraux sont signés, les résultats sur le plan économique tardent à se manifester.

Le Congo faisant partie d'une communauté économique et monétaire, il est tout de même obligé de se soumettre à la politique communautaire. «Cette démarche s'inscrit dans le cadre des engagements pris par les Chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac),

lors du sommet extraordinaire tenu le 22 janvier dernier à Brazzaville, à l'initiative de Son Excellence Monsieur Denis Sassou-Nguesso, Président de la République, Chef de l'Etat, Président en exercice de la Cemac, au cours duquel les Etats membres ont réaffirmé leur détermination collective à renforcer la stabilité macro-économique et la viabilité des finances publiques, notamment en s'engageant à inscrire l'ensemble des pays de la sous-région, dans des programmes soutenus par le F.m.i», signale le communiqué de presse du Ministère des finances, du budget et du portefeuille public.

En clair, si le gouvernement de Brazzaville frappe de nouveau à la porte du F.m.i, ce n'est pas par conviction ou choix politique. C'est la pression de la Cemac, devant la situation économique profondément préoccupante de la plupart des Etats membres dont le Congo. Le Président Denis Sassou-Nguesso joue les deux cartes, histoire de voir là où ça peut marcher. Sauf qu'avec les programmes du F.m.i, on tombe dans une sorte de manque de volonté politique à réaliser les réformes. Cette fois-ci sera-t-elle la bonne? Une mission du F.m.i est annoncée à Brazzaville, dès le mois de juin prochain. Comme quoi, «Bis repetita placent» (Les choses répétées deux fois sont plaisantes).

Jean-Clotaire DIATOU

E2c (Energie électrique du Congo)

Le feuilleton des journaliers qui réclament l'embauche a refait surface

La société E2c (Énergie électrique du Congo) traîne, après sa création en août 2018, sur les cendres de la S.n.e (Société nationale d'électricité), la sempiternelle question de l'embauche des centaines de tâcherons qu'elle utilise dans ses actions de haute intensité en main d'œuvre. Ainsi, ces dernières années, le Collectif national des journaliers dits «délaiés» organisent, des sit-in devant la direction générale de la société, pour réclamer l'embauche de ses membres. C'est le cas encore, cette semaine. En effet, ce collectif, qui compte 686 membres, a organisé, lundi 18 mai 2026, une manifestation devant la direction générale de l'entreprise, au centre-ville de Brazzaville, pour réclamer l'embauche de ses membres.



Collectif des journaliers de E2c.

Munis de pancartes sur lesquelles on peut lire des slogans comme «une année de promesses non tenue, la patience a des limites», et dans un concert de casseroles, les manifestants, une centaine de personnes, dénoncent ce qu'ils qualifient d'abandon prolongé. «Nous implorons l'intervention du Président de la République, car nous pensons que c'est lui qui a la possibilité de nous aider à résoudre ce problème. Nous exprimons notre mécontentement à l'égard de la direction générale. Un enrôlement avait été organisé, en vue d'une régularisation de notre situation professionnelle. Cependant, cela fait déjà un an et deux mois depuis cette opération, sans qu'aucune solution concrète ne soit apportée», a confié un manifestant, exprimant ainsi son ras-le-bol.

Selon lui, les journaliers entendent maintenir la pression, jusqu'à satisfaction de leurs revendications. «Voilà plus de trois ans que nous multiplions les revendications et le mouvement actuel se poursuivra aussi longtemps qu'il le faudra, jusqu'à ce qu'une réponse favorable soit trouvée à notre problème», a-t-il ajouté.

Un autre membre du collectif a insisté sur la précarité dans laquelle vivent plusieurs journaliers de l'entreprise publique depuis des années. «Nous nous surnomons journaliers délaiés, car nous nous sentons abandonnés depuis plusieurs années. Depuis 2021, nous restons à la maison sans activité. Nous ne réclamons pas une indemnisation, mais plutôt une intégration professionnelle, car nous sommes encore en âge de travailler», a-t-il expliqué. Il a affirmé que certains travailleurs cumulent plusieurs années de service, sans avoir obtenu de contrat stable. «Certains journaliers comptent déjà 15, 20, voire plus de 30 années de service au sein de cette société, sans avoir été embauchés», a-t-il déploré.

Entre espoir d'une régularisation et appel pressant au gouvernement, cette jeunesse plongée dans le désespoir se dit, désormais, attendre des actes concrets de la part de la direction générale de l'entreprise, pour sortir définitivement de la précarité.

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU

Pour m'informer, je fais confiance à L'Horizon Africain. Je m'abonne! Tél.05 543.82.76 / 06 662.37.39

Examens d'Etat

Le mois de juin 2026 consacrent la tenue des sessions

L'année scolaire 2025-2026 tend vers sa fin, avec la tenue, au mois de juin 2026, des sessions d'examens d'Etat, notamment le bac général, du C.e.p.e (Certificat d'études primaires élémentaires) et du B.e.p.c (Brevet d'études du premier cycle). Depuis le 14 avril dernier, la D.e.c. (Direction des examens et concours) a publié les calendriers de déroulement des épreuves de ces différentes sessions. Les sessions du bac et du B.e.p.c blancs viennent de se tenir. Cap maintenant vers les vraies sessions des examens d'Etat.



Le mois de juin marque la tenue des sessions des examens d'Etat

De nuit comme de jour, les équipes de la Dec sont à pied d'œuvre, pour préparer les sessions des examens d'Etat dans l'enseignement général. Les épreuves écrites du bac se déroulent du mardi 2 au ven-

dredi 5 juin 2026, coïncidant avec la journée mondiale de l'environnement. L'épreuve d'anglais pour toutes les séries marquera le démarrage de cette session. Les listes de répartition des candidats par centre pour le

baccalauréat général, session de juin 2026, sont disponibles depuis le début du mois de mai. Chaque candidat au bac peut ainsi identifier, avec précision, son

centre d'examen, sa salle ainsi que les informations essentielles pour aborder la session avec assurance.

(Suite en page 3)

Conseil des ministres

Les orientations prioritaires de Denis Sassou-Nguesso

La première session du Conseil des ministres du gouvernement appelé à accélérer la marche vers le développement a eu lieu mercredi 6 mai 2026 au Palais du peuple, sous la très haute autorité du Président de la République Denis Sassou-Nguesso. L'occasion pour ce dernier, de dégager les priorités de son action au cours du quinquennat. Ci-après, l'extrait du compte-rendu du Conseil des ministres, sur les orientations prioritaires du Président de la République.

«Le Chef de l'Etat a tenu à rendre un hommage vibrant au peuple congolais pour sa mobilisation exceptionnelle, tant durant la campagne de l'élection présidentielle qu'à l'occasion des opérations de vote qui se sont déroulées les 12 et 15 mars 2026. Ainsi, son projet de société «L'accélération de la marche vers le développement» a été massivement approuvé par les populations. Le Président Denis Sassou Nguesso a souligné que cette confiance massive l'obligeait, indiquant que «le peuple ayant fait sa part», en lui accordant sa confiance, il convenait à présent que le Président de la République et son gouvernement fassent également leur part, c'est-à-dire rendre effective la mise en œuvre du projet de société ainsi sanctifié.

Cette mise en œuvre doit se faire dès maintenant et sans délai. La signification de l'accélération n'est pas seulement une question de rythme ou de cadence, mais également et surtout, l'exécution effective, par le gouvernement, des projets concrets que le Chef de l'Etat s'est engagé, devant le peuple congolais, à réaliser.

Le Président de la République a, pour cela, exhorté les membres du gouvernement de l'accélération à se comporter comme une équipe dont la motivation, l'allant, la détermination et l'énergie doivent tout entiers être orientés vers la satisfaction des attentes des popula-



Le Président Denis Sassou-Nguesso saluant le Premier ministre Collinet Makosso, à son arrivée au Conseil des ministres.

tions congolaises. C'est à ce prix, et seulement à celui-ci, que les projets approuvés par les Congolaises et Congolais pourront être réalisés et aboutir, et le Chef de l'Etat y veillera, à des résultats concrets et salvateurs. Le Président a insisté sur l'importance de ces principes, qui doivent désormais marquer l'action quotidienne des pouvoirs publics à l'aube du quinquennat qui démarre. Pour ce faire, le Président de la République a décliné quelques axes urgents et prioritaires qui sont au cœur du contrat conclu avec nos compatriotes.

En matière d'urgence, il a instruit le Premier ministre, chef du gouvernement, à mettre en place une «task force» composée des départements ministériels compétents, afin de réaliser sans délai

la digitalisation de administrations, avec une priorité donnée à celle des régies financières, afin d'optimiser les ressources de l'Etat; autres urgences signalées par le Chef de l'Etat: la mise en œuvre rapide du projet de réhabilitation du Chemin de fer Congo-Océan (C.f.c.o) récemment lancé; la réalisation du corridor 13 et des voies de communication routières afférentes, afin de désenclaver l'arrière-pays et de connecter notre pays aux Etats voisins, avec une priorité donnée aux axes Ouessou-Pokola et pont sur la Sangha, ainsi que les tronçons Epéna-Impfondo jusqu'à la frontière avec la Centrafrique et Dolisie-Nden-dé vers la frontière du Gabon. Le peuple attend également une meilleure desserte en électricité, grâce notamment à la réhabilitation en cours

de la ligne très haute tension Pointe-Noire/Brazzaville. Le Président de la République a, également, évoqué la remise effective des installations électriques prêtes dans la ville de Mossaka et la réalisation rapide de la desserte en

électricité des localités telles que Louingui, Boko et Loumo; les objectifs de production d'eau potable sont également une urgence pour laquelle le gouvernement a été instruit ce jour. Ces objectifs sont notamment liés à l'exécution du plan Mattei pour l'Afrique et à la réflexion à mener sur la réhabilitation de l'hydraulique rurale, qui avait permis en son temps de réaliser 2.500 forages dans des localités et villages à travers notre pays. Le Premier ministre, chef du gouvernement, qui a remercié le Président de la République pour la confiance prêtée ou renouvelée aux uns et aux autres a pris l'engagement de mettre en œuvre, avec énergie et détermination, le carnet de route ainsi décliné à l'entame du quinquennat nouveau».

Editorial

Le devoir de probité et d'exemplarité

Deux écoles philosophiques s'affrontent sur la question de la place de la morale en politique. Les réalistes, s'inspirant de Machiavel, ou plus proche de nous, Max Weber, prônent le principe de soustraire la morale de la politique, car celle-ci demeure l'art de conquérir et de conserver le pouvoir, en rendant possible l'usage de la ruse et la force. Pour eux, la fin justifiant les moyens, la politique est prioritaire devant la morale qui doit venir en seconde position, le monde étant un univers imparfait.

Inadmissible, pour les idéalistes s'inspirant d'Emmanuel Kant. Quel que soit son objectif, la politique n'a de sens pour l'humain que si elle se soumet à l'éthique, aux principes moraux et aux droits de l'homme. Autrement, elle devient destructrice de la société humaine et sans société humaine, la politique ne peut exister en tant qu'art de la conquête et de la conservation du pouvoir. Le 20^{ème} siècle s'est achevé sur un progrès important de leur conception de la politique, quand l'humanité a vu l'horreur de la Seconde guerre mondiale. Ce que l'homme est terriblement le loup de l'homme, comme les Latins l'avaient déjà constaté.

Les progrès de la démocratie à travers le monde rendent de plus en plus l'exigence éthique comme base de l'art politique. Etant entendu que l'exercice du pouvoir provient de la légitimité que lui confère la reconnaissance du peuple souverain, selon l'exigence démocratique. La philosophie kantienne revêt une importante dimension morale, parce qu'elle appelle à traiter l'humain non comme un simple moyen pour parvenir à ses fins, mais comme une fin en soi. D'où la notion de la dignité humaine. La politique remplit sa mission quand elle sert la dignité humaine.

Dès lors, pour les acteurs à la direction des affaires publiques, la probité et l'exemplarité sont des conditions sine qua non d'exercice de l'autorité publique. C'est ce qui sied à la démocratie que nous avons choisie comme mode d'organisation politique dans la gouvernance de nos affaires. C'est une évidence implacable qu'il y a une éthique en politique. Bien sûr, personne n'est parfait. La perfection n'est pas de ce monde, reconnaît-on. L'humain est faillible et c'est le propre de sa nature. Mais, en matière d'exercice de l'autorité publique, c'est une exigence incontournable que de se soumettre à la probité et à l'exemplarité. De telle sorte que, quand on y a failli, on ne soit plus à même, moralement, d'exercer l'autorité publique, pour se soumettre aux lois de son pays, afin de reconquérir la confiance perdue de son peuple.

L'affaire des présumées violences conjugales, qui concerne un membre du gouvernement relève de cet ordre. Ce n'est pas une histoire d'être pour ou contre le ministre, ou de calculs politiques pour le mettre hors-jeu et convoiter sa place. C'est une histoire de principe éthique dans la construction de notre jeune démocratie. Il s'est excusé, c'est la reconnaissance implicite de sa faute. Ce qui est un grand pas, parce qu'en politique, tout n'est pas permis, l'éthique impose des limites. Mieux vaut tard que jamais. Voilà qui permet de jauger le niveau de sagesse de la classe dirigeante. Le peuple, lui, n'a que le pouvoir de jugement, son verdict intervenant à travers les urnes.

L'HORIZON AFRICAIN

Commentaire

Y aura-t-il des suites judiciaires dans la présumée affaire de violences conjugales?

Depuis plus d'une semaine, une affaire de présumées violences conjugales impliquant un membre du gouvernement agite les réseaux sociaux congolais. Et bien, cette affaire est maintenant officialisée par un «communiqué du gouvernement de la République», publié le mercredi 13 mai 2026 et signé de Thierry Lézin Mougalla, ministre de la communication et des médias, porte-parole du gouvernement. Il s'agit de la réaction du gouvernement qui demande au ministre de la justice, «de saisir les autorités judiciaires compétentes», sur cette affaire, même si la présumée victime de ces violences n'entend pas porter plainte. Mais, grande surprise, aucun mot sur le présumé auteur de ces violences, qui est un membre du gouvernement.

Depuis le 7 mai dernier, c'est une affaire qui alimente les réseaux sociaux congolais où les influenceurs, particulièrement ceux de la diaspora, s'en font les gorges chaudes. Difficile de faire la part des choses, pour les médias classiques soucieux de la crédibilité des sources d'information, entre les faits objectifs, la désinformation, la manipulation, la

surenchère, etc. Surtout qu'il s'agit de la vie privée d'une personnalité publique. Puis, il y a eu une réaction, attribuée à un membre du gouvernement, en l'occurrence la ministre chargée de la promotion de la femme, Mme Inès Nefer Inyani Voumbo Yalo, sans que l'authenticité de cette réaction ne soit prouvée, puisque ce texte, publié dans les réseaux sociaux,

n'est pas signé. «Depuis plusieurs heures, des images particulièrement choquantes circulent sur les réseaux sociaux, montrant une femme victime de violences graves, présentée comme l'épouse d'un membre du gouvernement», dit cette réaction attribuée à la ministre chargée de la promotion de la femme,

(Suite en page 12)

(Suite de la page 2)

Les cartes scolaires sont déjà disponibles et même transmises aux établissements scolaires. Lors de la session du bac blanc, ils étaient au total 27.683 candidats sur l'ensemble du territoire national.

Du côté des candidats libres, gérés par la D.g.a.e.n.f. (Direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle), les listes sont également affichées. Depuis le lundi 18 mai, on procède à la distribution des cartes aux concernés. Donc, il ne reste aux candidats plus que deux semaines, pour affronter le baccalauréat. L'heure est à la révision générale, que ce soit dans les établissements scolaires, les centres d'encadrement ou à domicile. Pour le C.e.p.e, les équipes pédagogiques sont égale-

ment à pied d'œuvre. La session se déroule en deux phases: les épreuves orales auront lieu les mardi 9 et jeudi 11 juin et la partie écrite est arrêtée au vendredi 12 juin 2026, sur l'ensemble du pays.

Quant au B.e.p.c., les épreuves écrites sont fixées du mardi 23 juin au vendredi 26 juin 2026. Pour les inaptes, l'épreuve d'E.p.s (Education physique et sportive) se déroulera dans chaque centre d'examen, juste après la dernière épreuve. Les épreuves d'E.p.s pour les candidats aptes interviendront à partir du samedi 27 juin.

Quelques consignes sont à respecter par les candidats à tous les examens pendant la période du déroulement des épreuves écrites: se munir de sa pièce d'identité (carte d'accès en salle

d'examen, carte nationale d'identité, permis de conduire ou passeport); interdiction du téléphone portable et de calculatrice programmable dans les salles d'examen.

A l'enseignement technique, le train est également en marche pour la tenue des sessions des examens d'Etat. Les épreuves d'E.p.s du baccalauréat technique ont ouvert le bal le 5 mai dernier, sur l'ensemble du territoire. C'est le ministre de tutelle Gustave Fulgence René Adicolle Goum, qui l'a lancée, au Complexe annexe du Stade Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville. Bonne chance aux candidats!

Urbain NZABANI

Pour plus d'informations, consulter les sites Internet: meppsa.org ou ecole-saoungou.com

Sommet «Africa forward»

Le V.p.m Jean-Jacques Bouya a représenté le Chef de l'Etat à Nairobi

Nairobi, la capitale du Kenya, a abrité, du lundi 11 au mardi 12 mai 2026, le sommet «Africa forward», un nouveau format des relations entre les pays africains et l'ancienne puissance colonisatrice, la France, pour mettre l'accent sur les questions économiques, avec la construction des infrastructures de développement, l'entrepreneuriat et la jeunesse. Appelé «partenariats entre l'Afrique et la France pour l'innovation et la croissance», ce sommet, organisé à l'initiative du Chef d'Etat français, Emmanuel Macron, et du Président kanyan, William Ruto, a réuni plus de deux mille acteurs politiques, économiques et de la société civile. Le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, y a été représenté par le Vice-Premier ministre Jean-Jacques Bouya, chargé de la coordination des infrastructures de développement et de l'aménagement du territoire. Il était accompagné de Constant Serges Bounda, ministre des affaires étrangères, de la francophonie et des congolais de l'étranger.

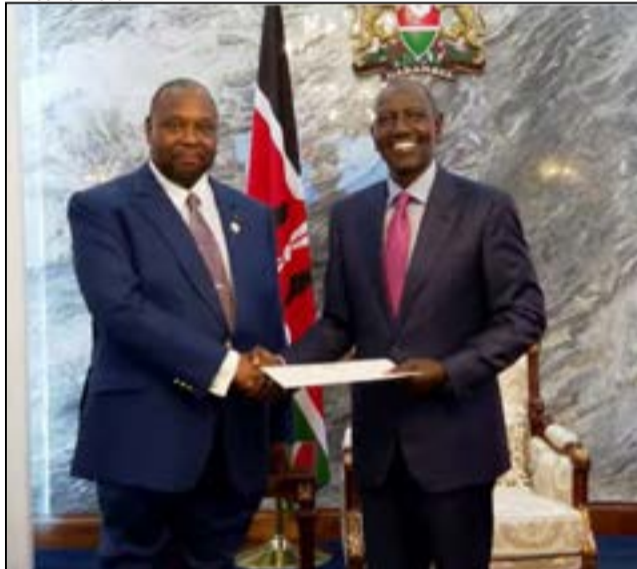
L'histoire des sommets franco-africains remonte aux années 70, après la phase des relations bilatérales entre la France et les pays ayant constitué ses colonies en Afrique. A partir de 1973, les sommets France-Afrique se tiennent régulièrement, chaque année, entre 1975 et 1989. Le sommet France-Afrique de La Baule, en France, marque une grande rupture, avec le discours du Président François Mitterrand qui conditionne l'aide publique au développement, au progrès de démocratisation et de bonne gouvernance dans les pays africains. Cette nouvelle politique française crée un contexte favorable à l'ouverture démocratique dans les pays francophones dirigés alors par des régimes à parti unique, souvent autoritaires et peu soucieux du respect des droits de l'homme.

Pour échapper aux critiques de ce qu'on va appeler la «françafrique», caractérisée par l'ingérence de Paris dans les affaires intérieures des Etats Africains et surtout la corruption des dirigeants africains pour se maintenir au pouvoir, les locataires qui se succèdent à l'Elysée font évoluer les relations avec l'Afrique. Le pré-carrière français est condamné à être relégué au second plan dans les relations entre la France et l'Afrique.

Le sommet s'appelle dorénavant Afrique-France et il est



Jean-Jacques Bouya et le Président William Ruto, pendant le sommet Africa forward.



Jean-Jacques Bouya reçu par le Président William Ruto.

ouvert à tous les pays du continent. Le principe de la diversification des partenariats est mis en avant. Voilà comment les pays africains vont se tourner à d'autres partenaires comme

Pékin, Moscou, Tokyo, Berlin, Rome, Bruxelles, etc. De plus en plus, les sommets Afrique-France perdent leur régularité annuelle. En octobre 2021, Emmanuel Macron lance un nouveau format du sommet à Montpellier, où aucun Chef d'Etat africain n'a été invité. A

la place, il instaure un dialogue avec la société civile africaine, particulièrement la jeunesse, qui transforme la tribune en un procès sans appel contre les dirigeants africains accusés de corruption et de mauvaise gouvernance. Un Conseil de suivi des recommandations de ce sommet est mis en place et sa direction est confiée à un avocat camerounais, maître Jacques Jonathan Nyemb.

Ce sommet de la société civile avec Emmanuel Macron se termine dans l'oubli et l'indifférence des Chefs d'Etat africains, qui se tournent alors vers une nouvelle coalition internationale, appelée «les pays du Sud global». Cette coalition, qui n'est pas sans rappeler celle des pays non-alignés, manifeste sa volonté de rééquilibrer l'ordre mondial trop dominé par les pays occidentaux. Du pain béni pour Moscou qui mène une offensive sur le continent, afin de supplanter la présence française. Voilà comment Emmanuel Macron, pour son dernier baroud d'honneur en Afrique, est arrivé à lancer l'initiative du Sommet Africa forward, avec son homologue kenyan.

Une vingtaine de Chefs d'Etat y étaient présents dont les plus en vue comme le Nigérien Bola Ahmed Tinubu, l'Ivoirien Alassane Ouattara, l'Egyptien Abdel Fattah al-Sissi, le Congolais (RD Congo) Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Rwandais Paul Kagame, le Sénégalais Bassirou Diomaye Faye, etc. Les autres se sont fait représenter. C'est le cas du Congolais Denis Sassou-Nguesso, qui a envoyé un de ses proches, le Vice-Premier ministre Jean-Jacques Bouya. L'absence du numéro un congolais, qui revenait d'une visite d'Etat à Moscou, donne lieu à diverses interprétations dans les relations entre son pays et la France.

Jean-Clotaire DIATOU

PROPOS D'ETAPE

Accélération: propos entendus

Tout est dans les mots! Ils ont une charge et expriment parfois la pensée profonde d'un éphémère. Ils traduisent parfois un jugement de valeur; une appréciation de l'existant; parfois sans stigmatisation explicite; mais, jugement tout de même; sévère, quoique homéopathique.

Il en est ainsi du mot accélération. Étymologiquement, il vient du latin «*acceleratio*», qui signifie hâte ou vitesse. En physique, l'accélération, c'est la variation de la vitesse par rapport au temps; c'est la vitesse à laquelle la vitesse d'un objet mobile change. Mais, accélérer, c'est-à-dire, augmenter la vitesse d'un objet mouvement, c'est reconnaître que cette vitesse-là ne permet pas de réaliser l'objectif poursuivi. Par exemple, arriver à une heure précise ou atteindre un objectif en temps voulu. En cas de marche par exemple, on peut constater que l'on ne va pas assez vite; que les résultats tardent à venir. Il s'agit-là des jugements de valeur; une espèce d'insatisfaction qui pousse à accélérer la marche des choses.

Mais, il ne suffit pas de vouloir accélérer la vitesse d'un véhicule, pour qu'il y ait accélération. Encore faut-il que ce véhicule soit en état de pouvoir avancer plus vite. Et devant, l'obsolescence du véhicule, on est obligé objectivement de le changer. Il en est ainsi des phénomènes de société, notamment en matière de développement.

Lorsque dans les années 1960, Rostow parle de l'accélération du développement économique, il pense à la «modernisation» des sociétés traditionnelles ou plus exactement, à la «promesse de bonheur pour les individus et les sociétés modernes». Puissent ceux qui aspirent à l'accélération de la société de céans, choisir un véhicule de commandement des éphémères qui soit effectivement orienté vers le progrès, et dont le fonctionnement autorise une augmentation de la vitesse.

Prométhée

Comme en lutrin

Les mots ne suffisent pas toujours, posez des actes

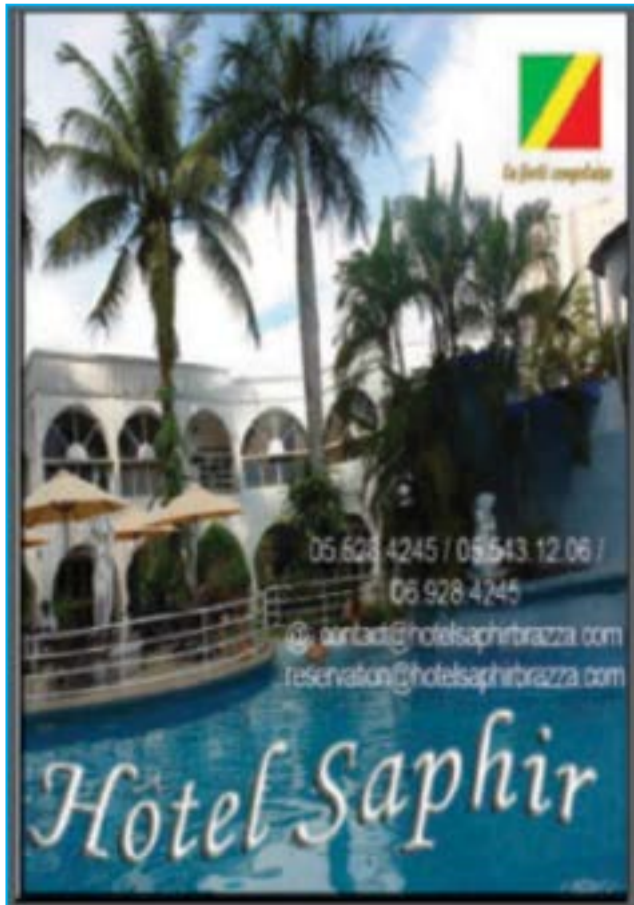
Tu n'as pas besoin de parler pour te faire remarquer; les actes parlent souvent mieux que les mots. «Ainsi la foi, si elle n'a pas les œuvres, est morte en elle-même» (Jacques 2:17). Beaucoup cherchent à ouvrir des portes en les forçant, mais elles restent fermées. Certaines portes s'ouvrent par des actes précis, pas par la pression ou les discours. Jésus dit: «Ce ne sont pas tous ceux qui me disent: Seigneur, Seigneur, qui entreront dans le royaume des cieux, mais celui qui fait la volonté de mon Père» (Matthieu 7:21).

Certaines personnes restent longtemps devant des portes comme le mariage, croyant que les paroles suffisent. L'amour véritable se démontre par des actions: «N'aimons pas en paroles et avec la langue, mais en actions et avec vérité» (1 Jean 3:18). Un fiancé qui répète «Je t'aime», sans agir finira par lasser sa fiancée. Beaucoup disent à Dieu: «Seigneur, je t'aime», sans engagement réel, attendant des bénédictions. Jésus demande: «Pourquoi m'appellez-vous Seigneur, Seigneur! et ne faites-vous pas ce que je dis?» (Luc 6:46).

Dieu veut que nous passions à l'action lorsque le moment est venu. Gédéon a répondu à Dieu par des actes en préparant une offrande (Juges 6:19). Dieu entend nos paroles avant même que nous les prononcions (Ésaïe 65:24). Il y a un temps pour parler et un temps pour agir (Ecclésiaste 3). Certains refusent de marcher et restent dans la parole, refusant l'étape suivante. Dieu dit à Gédéon: «Va avec la force que tu as» (Juges 6:14).

«Ne vous contentez pas d'écouter la parole, mettez-la en pratique» (Jacques 1:22). «Tout ce que la main trouve à faire avec ta force, fais-le» (Ecclésiaste 9:10). À 75 ans, Abraham quitta sa maison par la foi, sans savoir où il allait (Hébreux 11:8; Genèse 12:1-4). Dieu cherche encore aujourd'hui des personnes prêtes à se lancer avec Lui: «Car nous marchons par la foi et non par la vue» (2 Corinthiens 5:7).

Dre Annick IMBOU



L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 05 543 82 76 / 06.662 37 39

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /

www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation 108/MCM/DGAI/DPE
du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim: Hervé EKIRONO
Tel: 06 879 50 69 / 05 554 40 99

Directeur commercial & Relations publiques:
Rigobert MOBOLAS: 06 626 89 15

Rédacteur en Chef: Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Tel: 06 986 56 52 / 05 568 54 47

Secrétaire de rédaction: Roland KOULOUNGOU
Tel: 06 838 30 04 / 05 055 24 71

Rédaction

Céleste Exaucé SINDOUSSOULO: 06 641 56 96
Martin BALOUATA-MALEKA: 05.500 77 82
Urbain Nzabani; Jean-Clotaire DIATOU
Joseph MWISSI NKIENI

Siege de la Rédaction: Hôtel Saphir (Brazzaville)

Chef Bureau Pointe-Noire:
Marcel BITADI. Tel: 05.557.78.71
Mise en pages: TORNADE

Congo - Banque mondiale

Pour des infrastructures numériques vertes et résilientes au Congo

La Banque mondiale a organisé, mardi 5 mai 2026, à l'Hôtel Hilton les Tours jumelles de Brazzaville, en collaboration avec l'A.r.p.c.e (Agence de régulation des postes et des communications électroniques), un atelier sur les infrastructures numériques vertes et résilientes au Congo. L'ouverture de cet atelier était présidée par Frédéric Nzé, ministre des postes, des télécommunications et de l'économie numérique, en présence de Heriniaina Mikaela Andrianasy, spécialiste principal en numérique à la Banque mondiale, et Maximin Fiacre Mbou, de la Composante P.a.t.n (Projet d'accélération de la transition numérique).

L'atelier a réuni les acteurs publics et privés de l'écosystème numérique congolais ainsi que ceux du secteur de l'énergie, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, pour recueillir leurs avis sur les premières conclusions concernant l'identification et la cartographie des infrastructures numériques existants (réseaux de fibres, tours de communication, centres de données, etc) et faire des recommandations, afin d'améliorer la résilience de ces infrastructures numériques face aux risques climatiques et aux catastrophes naturelles. Selon la Banque mondiale, «le Congo présente un profil de vulnérabilité climatique particulièrement préoccupant. Le pays est classé 166ème

sur 182 selon l'indice Gain de Notre-Dame, qui mesure la capacité d'un pays à s'adapter aux chocs climatiques. Le Congo est classé parmi les pays vulnérables ayant des risques climatiques et une capacité d'adaptation limitée. Bien que ne contribuant qu'à 0,06% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le pays en subit les conséquences majeures: hausse des températures; irrégularité des précipitations; inondations et glissements de terrain récurrents».

Dans ces conditions, garantir le fonctionnement permanent des infrastructures numériques est une gageure. D'où l'assistance technique de la Banque mondiale, prévue sur une durée de six mois, pour

permettre au Congo d'améliorer la résilience de ses infrastructures numériques. Une vingtaine de cadres venus de différentes structures ont pris part à l'atelier. Au cœur des échanges: la nécessité d'adapter les infrastructures numériques, aux effets croissants du changement climatique. «Cette assistance technique est une étape importante, pour mieux comprendre l'exposition de nos infrastructures numériques aux risques climatiques et orienter nos investissements», a indiqué le ministre Frédéric Nzé. L'atelier a permis de présenter les premiers résultats d'une cartographie nationale des infrastructures numériques et de leur exposition aux risques environnementaux. Il s'est



Atelier sur les infrastructures numériques vertes et résilientes.

déroulé autour de plusieurs axes: diagnostics et cartographie des risques; élaboration de cadres stratégiques et renforcement des capacités; énergies renouvelables au service de la connectivité; opportunités pour le numérique vert au Congo.

Au-delà des diagnostics, les travaux ont mis en évidence plusieurs enseignements majeurs. D'abord, la faisabilité

d'un numérique vert et résilient. Les participants ont estimé que le Congo dispose des conditions nécessaires pour développer une infrastructure numérique à la fois verte et résiliente, grâce à des solutions déjà disponibles, notamment l'efficacité énergétique, le recours aux énergies renouvelables, la conception adaptée au climat ou encore la gestion des déchets électroniques. Le

numérique vert apparaît ainsi comme une ambition réaliste et un levier de développement. À travers des exercices pratiques, les participants ont mieux appréhendé les contraintes techniques, institutionnelles et financières liées à la mise en œuvre de ces solutions. Cette approche a permis de dépasser le cadre théorique, pour favoriser une planification concrète et réaliste

des actions à entreprendre. La collaboration entre acteurs a été identifiée comme une condition indispensable à la réussite de cette transition. Les échanges ont souligné la nécessité d'une coordination étroite entre pouvoirs publics, secteur privé, régulateurs et partenaires techniques.

Céleste Exaucé
SINDOUSSOULOU

Sports

Reconduit, le ministre Hugues Ngouélondélé siffle la fin de la récréation !

Pour le sport, il n'y a plus de temps à perdre. Aussitôt après la première session du conseil des ministres du gouvernement appelé à accélérer la marche vers le développement, le mercredi 6 mai dernier, Hugues Ngouélondélé, qui a repris, contre toute attente, le portefeuille des sports, en étant reconduit comme ministre des sports, de la jeunesse et de l'éducation civique, a fait une communication, jeudi 7 mai 2026, à son cabinet à Brazzaville, aux présidents et secrétaires généraux des fédérations sportives congolaises, pour leur rappeler la place du ministère dans la hiérarchie sportive, les points forts de la gouvernance sportive qu'il entend imprimer et ce qu'il attend des fédérations sportives. D'ores et déjà, il a tapé du poing sur la table, pour indiquer que la récréation est terminée, en appelant à tourner «la page du désordre d'hier». «L'heure est au travail, à l'ordre, à la méthode et à l'excellence».

Dans sa communication, dans un ton ferme, Hugues Ngouélondélé a tout d'abord réaffirmé l'engagement de son département ministériel à «accompagner le mouvement sportif national, dans une dynamite concertée, visant l'atteinte des objectifs que nous partageons collectivement». Il a rappelé que la loi n°23-2023 du 27 juillet 2023 portant code du sport, «consacre le rôle de l'Etat comme garant du développement et de la promotion du mouvement associatif sportif, tout en veillant à son bon fonctionnement démocratique et à la montée en conséquence de ses acteurs». Elle consacre aussi l'exercice de la tutelle de

l'Etat sur les fédérations sportives. «Le ministre que je suis est résolument engagé à structurer, accompagner et hisser plus haut le sport congolais», a-t-il dit. En ce qui concerne la gouvernance sportive, il a indiqué qu'«aucune performance n'est possible sans gouvernance saine, sans discipline administrative et sans respect des normes. Les fédérations doivent donc être des structures de conception et d'organisation de leurs disciplines, en vue de l'atteinte des performances. Chaque fédération doit travailler avec ambition, pour replacer le Congo sur les scènes africaines et internationales». Outre le «respect strict des



Le Ministre des sports

textes», «l'exigence de planification stratégique» oblige chaque fédération sportive nationale à «présenter un programme

quadiennal, en plan stratégique adopté en session inaugurale du conseil fédéral». «Chaque activité du programme, dûment validée par le Ministère en charge des sports, lors de la conférence budgétaire, est inscrite sous forme de budget sportif élaboré par la fédération». En conséquence, le ministre des sports a invité

les fédérations à lui transmettre ce document, «dans les meilleurs délais». De même, elles doivent lui «transmettre une note



Les présidents et secrétaires généraux de fédérations sportives.

concise sur les projets prioritaires de développement de leurs disciplines, des propositions claires, réalistes et opérationnelles». Enfin, pour «mettre fin aux sollicitations tardives et improvisées», elles doivent lui transmettre, rapidement, les besoins liés à la participation aux compétitions continentales et internationales. Pour conclure, Hugues Ngouélondélé a lancé qu'«ensemble, dans la discipline et la cohésion, nous pourrions faire renaître la grandeur du sport congolais. Le Congo mérite des victoires; le Congo mérite un sport fort; le Congo mérite des fédérations exemplaires». Hugues Ngouélondélé a souhaité que toutes les fédérations tournent «la page du désordre d'hier». Selon lui, «l'Etat fera sa part». «Ceux qui ne sont pas capables de gérer les fédérations comme il faut, par rapport aux textes que l'Etat a mis à leur disposi-

tion, il est mieux de démissionner, parce que c'est aussi une voie». Il a promis que «les choses ne seront plus comme hier». «Et nous n'allons nous baser que sur les textes. Personne, ni le ministère, ni les fédérations, personne n'a le droit de sortir des textes. Nous allons tous rester dans les textes, c'est-à-dire respecter la loi», a-t-il fait savoir. Pour lier la parole à l'acte, il a remis des textes juridiques, aux responsables des fédérations, notamment le code du sport, le décret portant code d'éthique, le décret fixant les conditions d'accès à l'équipe nationale, le dispositif relatif à l'assurance obligatoire des risques sportifs. Mais, contrairement aux habitudes, la rencontre s'est achevée sans un moment de convivialité et sans photo de famille.

Propos recueillis par
Luzer Ernest BAKALA

C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication)

Visite de Médard Milandou Nsonga dans les médias privés, pour préparer l'appui à la presse

Le président du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication), Médard Milandou Nsonga, a effectué, mercredi 13 mai 2026, une visite de quelques médias privés de la capitale, Brazzaville, pour s'imprégner de la réalité de leur fonctionnement, au moment où son institution est en train de travailler pour réaliser l'aide de l'Etat à la presse, à travers le Fonds d'appui aux organes de presse, contenu dans la loi des finances. Accompagné du secrétaire général du C.s.l.c, Théophraste Miettet Likibi, et d'un conseiller de son cabinet, il a ainsi été reçu à la rédaction de L'Horizon Africain, à l'Hôtel Saphir.

cours d'élaboration. Le C.s.l.c appelle ainsi les professionnels des médias à la patience, assurant qu'une communication officielle sera faite à l'ensemble des organes de presse dès que les conditions seront réunies pour le lancement du dispositif.

Médard Milandou Nsonga a visité sept médias privés (Go T.v, Les Dépêches de Brazzaville, L'Horizon Africain, La Semaine Africaine, D.r.t.v, Tsieleka média et Vox Tv). À travers cette série de rencontres, l'institution de régulation de la communication entend établir une synthèse des préoccupations exprimées par les professionnels des médias, lors de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse. «*Nous poursuivons nos efforts et travaillons en étroite collaboration avec le Ministère de la communication et des médias. Nous avançons dans la bonne direction en ce qui concerne le Fonds d'appui aux organes de presse. Vendredi prochain, nous aurons une réunion avec les présidents des associations de médias, afin d'établir une liste des médias susceptibles d'être éligibles à ce fonds. Une fois le consensus trouvé avec ces associations, nous poursuivrons le travail avec le Ministère de la communication et des médias, pour définir les critères d'éligibilité et arrêter*



Médard Milandou Nsonga (à gauche), Joachim Mbanza et leurs accompagnateurs

une liste définitive qui sera officiellement signée», a-t-il expliqué à Joachim Mbanza, co-fondateur du journal L'Horizon Africain, qui l'a reçu, en présence des journalistes de cet hebdomadaire, dont Hervé Ekirono, le directeur de publication. Au sortir de cette rencontre où le journal créé en mars 2019 lui a été présenté, en mettant l'accent sur les difficultés auxquels il est confronté, le secrétaire général du C.s.l.c, Théophraste Miettet Likibi, a répondu aux autres préoccupations des journalistes, en ces termes: «Il vrai que les journalistes attendent la carte de presse. Une commission interne travaille actuellement sur ce dossier, afin d'aboutir à un dispositif conforme aux exigences actuelles de fiabilité et de sécurité. L'institution indique, également, collaborer avec des partenaires techniques, dont l'expertise devrait permettre de mettre à disposition une carte de presse modernisée, hautement sécurisée. Pour l'heure, le processus est toujours en

Avant de quitter la rédaction de L'Horizon Africain, Médard Milandou Nsonga et la délégation qui l'accompagnait ont partagé un pot avec l'équipe du journal, à l'invitation de l'ancien député José Cyr Ebina, co-fondateur de L'Horizon Africain, alors que Jo Washington Ebina, l'un des responsables de l'hôtel, est passé saluer le président du C.s.l.c.

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU

Lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté !

Chez les chrétiens, après l'ascension, «l'élévation du Christ auprès de Dieu» célébrée quarante jours après Pâques, intervient, dix jours après, la Pentecôte, «qui commémore la descente de l'Esprit-Saint sur les apôtres», et qui clôt le temps pascal.

Chez les musulmans, la rupture du mois sacré du ramadan, dans son ensemble, (l'Aïd el-Fitr) a lieu le premier jour du mois de chawwal, et la date est fixée selon l'observation du croissant de lune. Cette année, chrétiens et musulmans sont entrés dans la période de jeûne, dite de carême et de ramadan, à partir du 18 février dernier. Au-delà d'une simple coïncidence de dates, un symbole de ce que les uns et les autres ont beaucoup de choses en commun, ici-bas, comme sans doute dans les ciels.

A en croire, nos amis communs Itoua, Mbougou, Tati et Yakamambu, les chrétiens et les musulmans auraient en commun l'espérance d'un paradis au ciel, si de leur vivant, ils croient en l'Être suprême et s'ils suivent, tous, ses préceptes sur terre. Ici, nous tous, chrétiens ou musulmans, nous avons en commun cette portion de l'univers et la recherche du bien-être. Mais hélas, trop de choses futiles nous opposent encore et toujours à nos semblables, qui provoquent et entretiennent la haine et la méchanceté gratuites, l'exclusion, le tribalisme, la fourberie, le mensonge, le vol, etc.

Si ce temps de carême pouvait nous reprocher plus de l'idéal! Si en attendant les délices du paradis céleste, nous mettions un peu plus d'effort à instaurer le vrai amour entre nous, Congolais!

Si nous arrêtons un peu de n'aimer seulement que ceux qui nous chantent des aubades et qui applaudissent nos bêtises quotidiennes! Si nous arrêtons de nous prendre pour des indispensables ou pour des dieux, tout court, ayant droit de vie et de mort, droit de liberté et de réclusion sur nos semblables! Si nous respectons tant soit peu les règles que nous nous sommes faites pour la marche harmonieuse de notre société congolaise! Si, enfin, nous vivions pour notre très chère devise «Unité-Travail-Progress!» L'on se serait rapproché du Créateur et notre carême, notre ramadan, et notre jeûne ne seraient pas vains. Comprenne qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Commandement de la sécurité civile

L'activité en pleine ascension, avec plus de 28 mille interventions réalisées en 2025

Les missions des sapeurs-pompiers reprennent de plus en plus racine dans la vie de la population. Depuis 2021, la courbe des interventions de la sécurité civile ne fait que monter. On vient de le voir encore au terme du bilan de 2025 présenté par le commandement de la sécurité civile, devant la presse et le personnel, lors d'une cérémonie, vendredi 8 mai 2026, à la caserne principale des sapeurs-pompiers, à Brazzaville. Selon les chiffres présentés, la sécurité civile a réalisé 28.725 interventions en 2025, contre 26.859 en 2024, soit une moyenne de 80 interventions par jour.

Le bilan de ses activités opérationnelles de l'année 2025 était au cœur de la rencontre entre le commandement de la sécurité civile et la presse. Placée sous le patronage du commandant de la sécurité civile, le général Albert Ngoto, la rencontre s'est déroulée en présence des officiers du commandement de la sécurité civile, des cadres et agents de cette structure. C'est le colonel-major Serge Pépin Itoua-Poto, commandant en second, qui a présenté le bilan annuel. «Jamais nos unités n'avaient



Le général Albert Ngoto et les membres du commandement de la sécurité civile. «*Cette montée en puissance traduit une réalité implacable: la confiance croissante des populations envers le 118, désormais an-*



Le colonel Major Serge Pépin Itoua-Poto.

«*cré comme un réflexe vital», a-t-il précisé. Les secours à personnes représentent l'essentiel des interventions avec 27.914 opérations, soit 96% des missions réalisées. Parmi elles, 21.627 interventions ont concerné la couverture sanitaire des examens d'État*

et concours.

Les incendies ont totalisé 496 interventions au cours de l'année écoulée. Selon le colonel Pépin Itoua-Poto, «*l'analyse de ces interventions révèle une forte prédominance des incendies domestiques, qui représentent 42% des cas enregistrés.*» Il a, également, souligné que l'activité demeure principalement concentrée à Brazzaville et Pointe-Noire, où la forte urbanisation accentue les risques d'incendie. Les soldats du feu sont donc très sollicités dans ces deux villes.

Les accidents de circulation ont, pour leur part, représenté 97 interventions. «*Les accidents de la voie publique dominent largement avec 95% des cas. Les accidents ferroviaires et de navigation restent marginaux. Cela confirme le poids prépon-*

dérant des risques liés à la circulation et souligne l'importance de renforcer les actions de prévention dans ce domaine», a indiqué le commandant en second de la sécurité civile, amplifiant ainsi une des préoccupations récurrentes en matière de circulation routière.

Au-delà des statistiques, le bilan des activités du commandement de la sécurité civile met en évidence les défis croissants auxquels les services de secours sont confrontés, dans un contexte marqué par l'augmentation des risques urbains et des besoins d'assistance des populations.

Il y a lieu aussi de relever qu'à la sécurité civile, la publication du bilan des activités est devenue une règle strictement observée chaque année. Ce qui donne un aperçu clair de l'évolution de cette structure qui a pour missions, entre autres d'assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement, les secours d'urgence, la lutte contre les incendies, la gestion des catastrophes, etc.

Roland KOULOUNGOU

33^{ème} édition de la journée mondiale de la liberté de la presse

A Brazzaville, on a parlé de la liberté, des conditions économiques et du dialogue

Le 3 mai dernier, la communauté internationale a célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse. Comme cette journée était tombée un dimanche, à Brazzaville, les organisations professionnelles des médias ont célébré cette journée en décalé, par une rencontre qui a eu lieu le vendredi 8 mai 2026, à l'Hôtel Saint François de Paule, à l'initiative de l'U.p.p.c (Union des professionnels de la presse du Congo) et du Jec (Journalisme et Éthique Congo).

Ouverte par Médard Milandou Nsonga, président du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication), en présence d'Antoine Oviébo-Ethai, directeur de cabinet du ministre de la communication et des médias, Jean-Charles Maniongui, président du conseil d'administration de l'U.p.p.c, Arsène Séverin Ngouéla, directeur exécutif du Jec, la rencontre des professionnels de la communication a été l'occasion, pour les organisateurs, de plaider pour la protection des journalistes dans l'exercice de leur profession, la concrétisation de l'aide de l'Etat à la presse à travers le Fonds d'appui aux organes de presse, pour améliorer leurs conditions de travail, et pour le dialogue au sein de la corporation et avec les autorités nationales.

Tout d'abord, il y a eu la phase des discours, à l'ouverture de la rencontre. Dans son allocution, Jean-Charles Maniongui a déploré qu'au Congo, le secteur des médias connaît, aujourd'hui, plusieurs dérives qui fragilisent la qualité de l'information. Le journaliste syndicaliste a lancé «un appel pressant» à l'endroit des professionnels des médias, pour la «reconfiguration du paysage médiatique congolais».

Antoine Oviébo-Ethai a marqué son allocution par un hommage aux journalistes disparus. «À travers le monde, plusieurs professionnels des médias ont perdu la vie, par maladie, par accident ou éliminés. D'autres encore croulent dans les geôles des ennemis de la liberté d'expression», a-t-il déploré, faisant observer une minute de silence en mémoire des journalistes disparus. Face à ces défis, il a appelé les journalistes et les organes de presse à promouvoir des contenus favorisant l'apaisement, la cohésion sociale, la justice, l'humanisme et la culture de paix, soulignant le rôle majeur des médias dans la stabilité des sociétés.

Dans son allocution, le président du C.s.l.c a expliqué que, même si les journalistes ne contrôlent plus seuls la circulation de l'information, concurrencés qu'ils sont désormais, par les influenceurs



Journée mondiale de la liberté de la presse 2026

des réseaux sociaux, ils doivent malgré tout continuer à défendre la vérité, l'éthique et le professionnalisme. Selon Médard Milandou Nsonga, «la crainte n'a pas sa place dans le métier de journaliste, tout comme un journaliste sans exigence d'éthique est une menace pour la société, à l'opposé d'un trésor de paix». Il a, donc, appelé les professionnels des médias à exercer leur métier avec intégrité, indépendance et respect des principes déontologiques.

Après l'ouverture, la rencontre s'est poursuivie avec la publication de la déclaration de l'U.p.p.c et du Jec. Dans cette déclaration, les deux organisations dénoncent les menaces, les intimidations et les pressions exercées par certains acteurs contre les journalistes dans l'exercice de leur profession, malgré les efforts des pouvoirs publics en faveur de la liberté de la presse. Elles soulignent également que la liberté de la presse ne peut exister sans indépendance économique des médias, sans protection sociale des journalistes et sans accès équitable à l'information. Autant de facteurs qui recouvrent la politique gouvernementale de développement des médias. La déclaration met en lumière «la précarité persistante de la presse congolaise, marquée par des médias fonctionnant dans des conditions difficiles, des journalistes mal ou non rémunérés, parfois sans contrats ni garanties professionnelles».

Enfin, les deux organisations saluent la création, par

le gouvernement, du Fonds d'appui aux organes de presse en remplacement de la R.a.v (Redevance audiovisuelle), et souhaite que ce fonds soit mis rapidement en œuvre au profit des médias congolais. Elles demandent aussi que les médias publics soient abondés de leurs budgets prévus dans la loi des finances, car la production de l'information se souvent, dans ces médias, par le sacrifice des journalistes.

Trois témoignages de professionnels de l'information et de la communication ont agrémente, ensuite, la rencontre. Ancien haut-conseiller, ancien directeur de publication de La Semaine Africaine, co-fondateur du journal L'Horizon Africain, Joachim Mbanza a insisté sur la nécessité d'un dialogue permanent entre les professionnels de l'information, afin de prévenir tout ce qui pourrait engendrer la division et la haine, et renforcer la solidarité au sein de la presse congolaise. Il a rappelé qu'«une corporation divisée révèle ses propres faiblesses», soulignant ainsi l'importance de l'unité, faisant le constat que la journée mondiale de la liberté de la presse n'arrive pas à mobiliser en grand nombre, les premiers concernés, à savoir les journalistes, parce que ceux-ci semblent gagnés par l'esprit de clans.

Le journaliste Ernest Blanchard Dimi a fait le témoignage de son expérience professionnelle à la tête de son média, Brazza Net qui, parti d'une page dans les réseaux sociaux, il y a

quelques années, est devenu aujourd'hui une entreprise de presse avec un site Internet assurant les charges de son personnel. Il constate que les sujets de société attirent plus d'audience et que la visibilité

dépend du nombre des abonnés. Pour lui, la leçon principale est qu'il faut «oser se lancer et innover».

Enfin, le haut-conseiller Asie Dominique de Marseille, journaliste écrivain, fondateur du Groupe Le Choc, a, quant à lui, dénoncé le fait que certains organes de presse fonctionnent aujourd'hui sans tenir de conférence de rédaction. Pour lui, c'est extrêmement grave que les médias ne tiennent plus les conférences de rédaction. Cela affaiblit la qualité du journalisme, parce que ces réunions permettent d'apprendre à traiter l'information, de choisir les sujets importants, d'améliorer la rédaction et de transmettre l'expérience entre générations de journalistes.

En tant que co-organisateur de la célébration, Arsène Séverin Ngouéla a prononcé le mot de conclusion où il a remercié les autorités nationales, notamment le C.s.l.c dont le soutien financier a permis l'organisation de cette célébration. La délégation de l'U.p.p.c et du Jec prévoit de rencontrer le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, et le ministre de la communication et des médias, Thierry Lézin MOUNGALLA, pour leur transmettre les conclusions de cette journée, dans l'espoir de voir surtout le gouvernement mettre en branle, dès cette année, le mécanisme d'aide publique aux organes de presse, tel que prévu dans la loi des finances.

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU

Lutte contre l'épidémie de choléra

Les équipes de sensibilisation étaient à Talangai, avec le Dr Moboussé

Depuis l'apparition de l'épidémie de choléra dans certains départements, à partir du mois de juillet 2025, le Ministère de la santé et de la population, avec l'appui technique et financier du bureau de l'O.m.s au Congo, organise des séances de sensibilisation de routine, pour informer les populations sur les mesures à observer, afin de stopper la propagation de cette maladie. Ainsi, samedi 9 mai 2026, la délégation conjointe, conduite par le Dr Jean-Claude Moboussé, conseiller à la santé du ministre de la santé et de la population, accompagné du Dr Kandako Youba, responsables des urgences de santé publique au bureau de l'O.m.s-Congo, était au Marché Massa, à Talangai, le 6^{ème} arrondissement de Brazzaville, où cinq patients ont été testés positifs.



Campagne de sensibilisation sur le choléra.

La campagne de sensibilisation communautaire sur la prévention et la lutte contre le choléra s'inscrit dans le cadre du renforcement des actions de communication et l'engagement communautaire, face à la recrudescence des cas de choléra enregistrés dans certaines localités du pays, à l'instar des Départements du Congo-Oubangui, de la Likouala, la Sangha et des Plateaux. Outre la sensibilisation, les équipes conjointes, formées par les représentants du Ministère



La remise des kits de lavage de mains et une phase de la campagne de sensibilisation.

de la santé et de la population, de l'O.m.s, du C.r.s, de l'Unicef et d'autres partenaires ont distribué des dépliants et prospectus présentant les mesures préventives à observer, et des kits de lavage de mains aux responsables du Comité du marché Massa. Au nom du Comité du marché, le secrétaire général, Louis Bodouin Mviru, a remercié les donateurs et promis de placer ces kits aux entrées du marché et des latrines, pour un usage public responsable.

«Lorsqu'on est en période d'épidémie, il est préférable d'éviter les crudités, parce que la salade, par exemple, vous n'allez pas la nettoyer à l'alcool. Les aliments une fois préparés, il faut bien les couvrir et le lendemain, s'il faut les consommer, il faut bien les bouillir. Avec ces mesures simples, on peut prévenir la propagation de cette maladie», a indiqué le directeur de l'épidémiologie et de la lutte contre la maladie, le Dr Jean-Médard Kankou.

Sur la situation épidémiologique, ce dernier a fait savoir que, suivant le rapport de situation, «à ce jour, nous sommes à 1.024 cas, dans les départements touchés. Ces cas sont cumulatifs depuis le début de l'épidémie, en juillet 2025, jusqu'à ce jour. Malheureusement, on déplore 100 décès et plus de 80% de ces décès interviennent au niveau de la communauté, avant que les populations atteignent le centre de santé. Voilà pourquoi il faut ces sensibilisations, pour que lorsque surviennent les premiers signes d'alerte, par exemple la diarrhée, datant de deux ou trois jours, le mieux serait de se rendre dans la formation sanitaire la plus proche». Il a rassuré qu'actuellement, la situation est relativement calme à l'île Mbamou et à Gamboma.

En rappel, les modes de transmission du choléra sont les mains sales, le contact avec une personne malade, la consommation des aliments et de l'eau contaminés par les selles infectées et la consommation des aliments manipulés par une personne malade. Les signes de la maladie sont les vomissements, la diarrhée et la fatigue générale. La période d'incubation est de 2 à 6 jours. En cas d'apparition des signes, se rendre immédiatement au centre de santé ou au C.s.i (Centre de santé intégré) le plus proche.

Urbain NZABANI

Maison russe de Brazzaville

James Gassongo et «Les malades en vadrouille» à la rencontre du public

L'écrivain congolais James Gassongo a présenté, mercredi 6 mai 2026, son recueil de nouvelles, «*Les malades en vadrouille*», lors d'une rencontre avec le public, à la Maison russe de Brazzaville. Publié en 2025, par les Editions Le Lys bleu (France), l'ouvrage contient huit nouvelles écrites sur 216 pages, «*véritable kaléidoscope de destins croisés*», qui «*explorent la complexité humaine à travers huit récits distincts, dépeignant une cité en déliquescence où l'anarchie et la violence rongent les fondements de la vie sociale*».

La rencontre, modérée par le Dr Mbou Tsamana Macyval, s'est déroulée en présence de plusieurs acteurs du monde culturel et universitaire, ainsi que d'étudiants et d'amoureux de littérature. Mme Emma Mireille Opa Elion, fondatrice du Festival «*Caravane du livre*» et écrivaine, y a également pris part. Un panel littéraire autour de l'œuvre et de son auteur a été animé par le prêtre-journaliste, l'abbé Aubin Banzouzi, Gildas Quantin Moukambou, directeur de la coopération au Ministère de l'environnement, et le Dr Guy Armand Mapassi, enseignant à l'Université Marien-Ngouabi. Les trois critiques ont livré différentes lectures du recueil, mettant en lumière sa portée sociale, philosophique et humaine.

Il convient de souligner que l'œuvre littéraire, «*Les malades en vadrouille*», apparaît



James Gassongo (devant le micro), pendant la rencontre.

comme un miroir sans complaisance d'une société qui expose ses propres failles, tout en peinant encore à les affronter. À travers ce recueil, James Gassongo dresse un portrait critique d'une société minée par les anti-valeurs, la corruption morale et la quête effrénée de l'argent. Pour Aubin Banzouzi, «*Les malades en vadrouille*» «est

un miroir que James Gassongo tend à sa société». Selon lui, la maladie évoquée dans l'ouvrage est «*contagieuse*», incarnée notamment par «*la lâcheté et la course à l'argent facile*». Il estime que le véritable remède se trouve entre les mains du lecteur, dans une œuvre qui «*croit encore que la littérature peut secouer les consciences*».

De son côté, Gildas Quantin Moukambou a qualifié la production littéraire de James Gassongo «*d'œuvre de lucidité radicale*», y voyant à la fois «*un document sociologique sur l'Afrique contemporaine*», une réflexion philosophique sur l'identité et une critique des systèmes sociaux défailants.

Le Dr Guy Armand Mapassi a, quant à lui, salué la capacité de l'auteur à construire des personnages confrontés à leurs propres contradictions. Il a également souligné «*le mérite de James Gassongo de transformer les vulnérabilités humaines en ressources poétiques*».

Lors de l'échange avec le public, l'auteur a révélé avoir dédié l'ouvrage à son père disparu avant sa publication. Revenant sur le sens du titre, il a expliqué que «*les maladies*» représentent «*l'identité de la crise sociale*». «*Le livre pose la question de savoir dans quelle société vivons-nous*», a-t-il déclaré. La rencontre s'est conclue par une séance de dédicaces, dans une ambiance conviviale entre l'auteur et le public.

Roland KOULOUNGOU

Livre

Asie Dominique de Marseille plaide pour une presse africaine au service des libertés

À l'heure où les médias africains font face à la pression économique, à la concurrence tous azimuts des réseaux sociaux et aux débats récurrents sur leur indépendance et leurs conditions économiques, l'écrivain et journaliste congolais, Asie Dominique de Marseille, haut-conseiller (membre du Conseil supérieur de la liberté de communication) plaide pour une redéfinition du rôle de la presse sur le continent, afin que celle-ci soit réellement au service des libertés. Il l'a dit, le jeudi 7 mai 2026, à l'Hôtel Saint François de Paule, à Brazzaville, lors de la présentation de son ouvrage intitulé: «*Presse africaine: de la liberté de la presse à la presse de la liberté*», publié en 2025 par les Éditions Leprisque.

Plusieurs acteurs du paysage médiatique congolais faisaient partie de l'assistance où il y avait également des étudiants en S.t.c (Sciences et techniques de la communication) de l'Université Marien-Ngouabi. Asie Dominique de Marseille, avec sa verve toujours prolixe, a défendu la vision d'un journalisme africain davantage ancré dans les réalités locales, loin des modèles occidentaux reproduits sur le continent sans adaptation.

Au cœur des discussions: la liberté de la presse au Congo; les mutations du métier et l'impact croissant des plateformes numériques sur la circulation de l'information. «*La presse ne doit pas être une copie conforme de l'Occident*», a insisté Asie Dominique de Marseille, tout en pointant le rôle ambivalent des réseaux



Asie Dominique de Marseille.

sociaux, capables à la fois de démocratiser l'information et d'encourager les dérives informationnelles les plus cocasses. Si dans plusieurs pays africains, notamment le Congo, la Constitution garantit la liberté de la presse, les contraintes qui pèsent sur les médias restent nombreuses:

dépendance financière; autocensure; faiblesse des revenus publicitaires ou encore pressions politiques. À cela s'ajoute l'irruption des réseaux sociaux, devenus à la fois un nouvel espace d'expression populaire et un puissant vecteur de désinformation créant ainsi des tensions dans le domaine de la communication.

Face aux interrogations sur l'indépendance des médias africains, souvent confrontés à des difficultés économiques et à des pressions politiques, Asie Dominique de Marseille a souligné que la presse devait aller au-delà de la seule défense de ses propres libertés. «*La presse africaine, en 66 ans, s'est battue pour chercher sa liberté. Maintenant, elle doit aussi se battre pour que la société puisse être libre*», a-t-il déclaré.

Notons que les échanges ont aussi mis en lumière une réalité souvent masquée: la liberté de la presse reste fragile, tant que les conditions permettant son exercice effectif demeurent précaires. Entre responsabilité journalistique, exigences économiques et mutations numériques, la presse africaine se trouve aujourd'hui à un tournant. L'ouvrage d'Asie Dominique de Marseille est venu ainsi enrichir le débat sur la liberté de la presse, au moment où la communauté internationale a commémoré la journée qui lui est consacrée, le 3 mai dernier.

Roland KOULOUNGOU

Vie de la diaspora congolaise

Le Restaurant Kolya, une gastronomie africaine raffinée, aux portes de Paris

Lorsqu'on est épuisé par une journée d'emplettes parisiennes, on a juste une envie, reprendre ses forces par un bon repas, bien roboratif. Et si d'aventure vous mettez le cap sur les saveurs tropicales, impossible de se passer du restaurant du moment: Kolya, chez maman Fifi. Situé dans la proche banlieue parisienne, à Saint-Ouen-sur-Seine, sur les hauteurs du numéro 9 de la Rue Arago, ce cosu restaurant africain, flambant neuf, à cinq minutes, à pied, de la «*Porte de Saint Ouen*», vous attend à bras ouverts.



Restaurant Kolya Saint Ouen.



Des menus proposés par le Restaurant Kolya Saint Ouen.

Dans un cadre agréable, calme et sécurisé, où garer une voiture est un jeu d'enfant, le restaurant de haut standing et très convivial fait le plein d'amateurs de la bonne chère. Bien plus qu'un restaurant, Kolya donne à voyager, en immersion, au cœur des saveurs africaines, patiemment mitonnées, par la cheffaine maison, maman Fifi, afin d'enchanter vos papilles.

Réservant un accueil des plus chaleureux à ses clients, Kolya fleurit bon la «*mbokalisation*», façon retour à l'authenticité, mais ouvert au monde. Les fins gourmets y trouveront de quoi se régaler, le temps d'une banale tablée ou d'un rendez-vous événementiel. «*Ici, la qualité est reine. Nous mettons un point d'honneur à faire nos courses tous les jours. C'est contraignant, mais c'est le prix à payer pour garantir des plats frais et savoureux à nos clients*», avoue la maîtresse des lieux, maman Fifi.

À la carte ou en formule, le voyageur immergé n'a donc plus que l'embarra du choix entre divers plats, pareillement alléchants. Parfois une prise de tête! Entre malangwa braisé, liboké ya ngolo, makayabu (poisson salé), ntaba (mouton), pondou (feuilles de manioc), poulet yassa, thieb poulet, thieb poisson, burger africain... Autant de spécialités, soigneusement préparées, dessinant à coups de fourchettes, la carte des saveurs du continent.

Côté vin, le sommelier maison se fera le plaisir de vous éclairer de son expertise, afin de vous déguster la bouteille la mieux seyante à votre circonstance. Quant aux accompagnements, ils sont tout aussi variés que savoureux: riz; alloco (bananes plantains frites); frites de patate douce ou chikwangue (manioc), tous imprégnés des saveurs des terres qui les ont portés.

Intimiste dans son concept, Kolya se prête également aux événements personnels ou familiaux, en cercle restreint, type anniversaire, lors desquels les clients peuvent bénéficier de menus personnalisés. Bon enfant, l'ambiance est assurée par un serveur attiré, avec possibilité de Karaoké, d'autant que le restaurant est doté d'équipement adéquat. À l'atterrissage, Kolya propose tout un assortiment de desserts tels que les beignets au riz, les exquis cocktails de fruits tropicaux ou un bon Thiakry, arrosé de jus de gingembre ou de bissap naturels (extrait de fleurs d'hibiscus).

Du fait de son concept innovant, de son souffle profondément africain et l'authenticité de sa carte de menu, Kolya sort du déjà vu ou du déjà goûté. Laissez-vous donc prendre au jeu de la découverte, histoire de vous créer des instants magiques et uniques, inoubliables, comme nulle part ailleurs.

Guy Francis TSIEHELA
(Chroniqueur culturel, Paris France).

Contact Restaurant Kolya: Tel: 01 80 89 14 11
Site Internet du restaurant
<https://www.kolya-paris-restaurant-saint-ouen.fr/le-restaurant-kolya-paris-restaurant-gennevilliers>

Musique

A Vitry-sur-Seine, «Dimanche zen» a tenu ses promesses, malgré la pluie

Malgré une pluie battante, les jeunes étaient nombreux à se rendre, le dimanche 10 mai 2026, au grand chapiteau «Le Kilowatt», de Vitry-sur-Seine, en banlieue Sud-Est de Paris (France), où se tenait la deuxième édition, en France, du «Dimanche zen», un concept original de divertissement, éprouvé avec succès à Brazzaville, que ses organisateurs dupliquent en région parisienne, depuis l'année passée.

Un concert de bonne tenue, face à un public motivé, mais numériquement en dessous des attentes, à cause, sûrement, d'une météo défavorable. Toutefois, Charlemagne Mayassi, l'un des organisateurs, dans un sursaut d'autocritique louable, qu'il n'entendait pas se dédouaner à bon compte sur dame pluie, préférant ouvrir une réflexion sur la pertinence du concept en France. Un «Samedi zen» ne serait-il pas plus réaliste? Les canaux de communication choisis ont-ils été les bons? Bref, le chantier est ouvert. En attendant, les organisateurs ont dû gérer le fait accompli, sous ce beau chapiteau «perdu» en pleine zone industrielle de Vitry-sur-Seine. Progressivement, celui-ci s'est retrouvé investi par le public, dans une ambiance bon enfant, assurée par le tandem DJ Prince Love et DJ Bookson. C'est difficilement qu'ils sont parvenus à



Cedro-La-Loi et des mélomanes en mode Biloko ya Jacky.

chauffer la salle, pour évacuer la morosité ambiante due à la météo. Pendant ce temps, Josh Dido et Richman Senso, les autres membres du board, s'activaient à ser- vers les derniers boulons de l'intendance. Le bal s'est ouvert aux sons de NJ-le-Bonbon, une chanteuse à la voix lyrique qui, avec ses ballades sentimentales, a augmenté la pression d'un cran. Juste après, elle est remplacée par Tété Ketch

et Emilio Lacass, deux étoiles montantes du coupé-décalé congolais, programmés d'ailleurs le 16 mai 2026, au Pan Piper de Paris, sous le label Alexsoon Production. Puis, est arrivé le temps fort de la soirée, celui de la présentation de Cedro-la-loi, réputé showman. Evidemment, l'artiste a tenu ses promesses, retournant la salle, comme à ses habitudes. Avec sa spectaculaire danse «biloko ya Jacky», simulant un combat

de kung-fu, il a transformé la salle en dojo grandeur nature, donnant du fil à retordre à son confrère Don T.s.r, qui lui a succédé.

Le mercure est retombé juste après, avec le rumberos Varan de Komodo, un ancien d'Extra Musica Zangul. En duo improvisé avec Nathan Munkala de F'Victeam de Fally Ipupa, ils ont ramené le public sur le «droit chemin» de la rumba, cette madre de la plupart des Afro-beats. Par un sublime jeu de rôle vocal, ils ont offert au public un captivant moment d'évasion sur lequel sont, d'ailleurs, retombés les rideaux de la scène. Doivent être salués pour leur soutien à la musique, tous les sponsors de cet événement culturel, en particulier les enseignes présentes, notamment «le Café du chef» et «Lemfi», deux entreprises opérant au Congo. Doivent l'être, également, toutes ces «petites mains» qui ont agi dans l'ombre, comme Arthésia Blecke Joker ou Danyelle, «la queen tété», dont les touches participent à la réussite des œuvres culturelles.

Guy Francis TSIEHOLA
Chroniqueur musical.
Paris France.

Association Bana Ossio

Mme Véronique Guéko, la dernière survivante des enfants d'Obami Kakié, n'est plus !

Le Village d'Ossio a eu la profonde douleur de perdre, le vendredi 8 mai 2026, l'un de ses membres, Mme Véronique Guéko. Fille de l'ancien chef du village, M. Obami Kakié, et de Mme Antoinette Nkélé, elle était la dernière survivante de ses enfants.



Mme Véronique Guéko.

Née le 1^{er} janvier 1949, à Ossio, Mme Véronique Guéko emporte avec elle une part importante de la mémoire familiale et de l'histoire du Village Ossio, dans le District de Gamboma (Département de la Nkéné-Alima). Elle reposera sur la terre familiale d'Elion Ngambon, aux côtés de son frère M'Fé, dit Jean-Baptiste Ferret, de son père Obami Kakié, ainsi qu'à proximité du cimetière de la famille du défunt ministre Ossebi Douniam, rappelant les liens historiques, familiaux et fraternels unissant, depuis plusieurs générations, les familles Obami, Badza et Ossebi, autour de la terre ancestrale d'Ossio.

Elle reposera, également, aux côtés du défunt doyen, Paulin Ndéko, petit-fils d'Elion Ngambon, ancien combattant de la Seconde guerre mondiale (1939-1945) et premier membre d'Ossio arrivé dans l'hexagone français. Véritable pilier familial, il accueillait et aidait de nombreux membres de sa communauté tout au long de sa vie. Décédé le 17 octobre 2025, il demeure une figure respectée à laquelle l'Association Bana Ossio rend également hommage, pour son parcours et son engagement au service des siens.

Elle rejoindra également sa tante et ancêtre familiale, Mme Joséphine Badza, dont la mémoire demeure profondément attachée à l'histoire du village et à la transmission des terres ancestrales. Mme Véronique Guéko restera, également, dans la mémoire de l'Association Bana Ossio, comme la personne ayant remis la couverture rouge portant le symbole du léopard, emblème du Village d'Ossio, au président de l'association, lors des obsèques de son frère M'Fé dit Jean-Baptiste Ferret. Cette couverture, chargée d'une forte portée symbolique et traditionnelle, fut ensuite confiée par Mme Véronique Guéko, à son fils, Arnel Ferret Obami, président de l'Association Bana Ossio, avec la responsabilité de l'apporter à Henri Lopès. Ce geste marqua le début des accords traditionnels et moraux entre le président de l'Association Bana Ossio et son président d'honneur, donnant naissance à une relation fondée sur:

- la transmission;
- le respect des anciens;
- la confiance;
- la préservation de la mémoire d'Ossio;
- et la continuité des traditions ancestrales.

Les défunts enfants d'Obami Kakié, à savoir Martin Ndongma, André Atipo, André Gantsiala, Emilie Vitsié, Jean-Baptiste Ferret, Véronique Nguéko, Brazzos Mboussa, Cécile Oyoené; l'ensemble des enfants, petits-enfants et descendants de la famille Obami Kakié s'associent à cette douleur familiale.

Les enfants d'Yvette Obah se joignent également, en solidarité, à ce deuil, tout comme l'ensemble des petits-fils et petites-filles de la famille Obami Kakié, parmi lesquels le président de l'Association Bana Ossio, Arnel Ferret Obami.

Remerciements de la famille

Les enfants de Mme Véronique Guéko, surnommée «La Congolaise», à savoir Célestine Chantal Obami, Gustave (Quinonce) Obami, Flore Obami, Diane Obami, Dusae Nkodia, Mariam Nkodia, Ngayan Nkodia, Ursule Nkodia et Grâce Nkodia ainsi que l'ensemble de la famille remercient sincèrement les familles alliées, les amis et amies, les collègues, les habitants du Village d'Ossio, la chefferie traditionnelle, ainsi que toutes les personnes qui leur ont apporté soutien, présence, prières et réconfort durant cette période de deuil.

L'Association Bana Ossio adresse également ses sincères condoléances à toute la famille endeuillée et exprime sa reconnaissance à la chefferie d'Ossio, à son chef Monsieur Wilfried Mbon, ainsi qu'au notable, Monsieur Gabriel Dzion, pour l'accueil et l'accompagnement qui seront accordés lors de cette inhumation.

Que son âme repose en paix, Affi Ossio!

ASSOCIATION BANA OSSIO
Pour la mémoire, l'unité et la transmission.

Livre

David Mavouangui présente son ouvrage sur le philosophe Descartes

Publié le 20 février 2025, par les Editions Le Paari (Pan-african review of information), une maison d'édition panafricaine basée en France, l'ouvrage de David Mavouangui, maître assistant en philosophie de l'Université Marien Ngouabi, explore le philosophe français René Descartes (1596-1750), l'un des précurseurs de la philosophie moderne, qui a révolutionné la pensée humaine avec son ouvrage majeur: «Discours de la méthode» (1637).

Selon l'éditeur, David Mavouangui présente, dans son ouvrage, «la méthode cartésienne comme un texte fondamental et initiatique permettant de comprendre la modernité, l'identité rationnelle humaine et la formation de l'esprit scientifique. Il y analyse comment la découverte de cet instrument universel de connaissance est inséparable de l'unité de l'esprit». Enseignant-chercheur à la Flash (Faculté des lettres, des arts et des sciences humaines), ayant fait valoir ses droits à la retraite, David Mavouangui revendique

la certitude que «l'unité des sciences, ainsi que celle du monde, n'est pas envisageable sans l'unité de l'esprit à laquelle Descartes a consacré sa vie, une existence comprise comme une quête intérieure dans les profondeurs de la vie sensible et de l'âme humaine, ayant abouti à la découverte de la méthode». Dans «Discours de la méthode», René Descartes prône l'usage unique de la raison, pour bâtir un savoir scientifique certain, synthétisé dans sa fameuse maxime, «Je pense, donc je suis». Pour David Mavouan-



David Mavouangui.

gui, «il s'agit d'un instrument universel de la connaissance, au fondement de l'action, du savoir de l'objet et de l'accès aux essences supérieures, c'est-à-dire à Dieu garant des idées et des évidences». Avec «Descartes le don de la méthode», l'auteur propose «un texte des fondations, un texte initiatique, apodictique pour comprendre la modernité, l'identité rationnelle de l'homme et la formation de l'esprit scientifique».



Santé

Syndrome métabolique au Congo-Brazzaville: prévention et perspectives d'avenir

Le syndrome métabolique représente, aujourd'hui, un défi majeur de santé publique, en République du Congo, notamment à Brazzaville et dans les grandes zones urbaines. Associant généralement plusieurs facteurs de risque (obésité abdominale, hypertension artérielle, diabète ou hyperglycémie et anomalies du cholestérol), le syndrome métabolique, par cette combinaison, augmente fortement le risque des maladies cardiovasculaires, d'A.v.c (Accident vasculaire cérébral) et d'insuffisance rénale.

Des études réalisées au C.h.u de Brazzaville montrent une progression des maladies métaboliques et cardio-vasculaires liées aux changements de modes de vie. L'urbanisation rapide, la sédentarité ainsi que la diminution de l'activité physique favorisent cette évolution. Ces travaux ont montré une fréquence importante du syndrome métabolique chez les patients hospitalisés, une association forte avec les cardiopathies ischémiques, une augmentation du diabète de type 2 et de ses complications rénales. Cette transition épidémiologique traduit le passage progressif aux maladies chroniques non transmissibles. Plusieurs éléments expliquent cette progression. Les principaux facteurs de risques au Congo, sont:

- l'urbanisation et l'alimentation moderne;
- la consommation accrue de boissons sucrées, des aliments transformés et des fast-foods;
- la diminution des aliments traditionnels riches en fibres;
- la sédentarité et le travail plus statique en milieu urbain;
- la réduction des activités physiques quotidiennes;
- l'obésité et le surpoids, particulièrement chez les adultes urbains et les femmes.

Le manque de dépistage fait que beaucoup de personnes ignorent qu'elles souffrent d'hypertension ou de diabète. Le faible accès aux soins spécialisés, l'insuffisance de programmes structurés de prévention cardio-métabolique créent les conditions favorables à l'expansion du syndrome métabolique.

Quelles stratégies de prévention?

La prévention se situe d'abord au niveau individuel. Les mesures les plus efficaces restent la pratique d'une activité physique régulière, la réduction de la consommation du sucre, du sel et des graisses saturées, pour privilégier la consommation des aliments locaux: légumes; manioc; fruits; poisson. Il faut nécessairement éviter le tabac et limiter l'alcool. En somme, il faut adopter des habitudes de consommation mettant à l'abri du syndrome métabolique, en suivant les conseils donnés.



Equiper les hôpitaux et assurer régulièrement leurs stocks de consommables, pour une bonne prise en charge des patients.



L'Unité d'hémodialyse du C.h.u de Brazzaville

Ensuite, il faut surveiller régulièrement la tension artérielle, la glycémie, le poids et le tour de taille. Pour ceux qui le peuvent, acquérir les appareils permettant de mesurer ces éléments (tension, glycémie, poids et taille) est un avantage. Autrement, il faut se rendre régulièrement dans un C.s.i (Centre de soins intégrés), dans une pharmacie qui offre certains de ces services ou une clinique, pour mesurer ces éléments.

La prévention est, ensuite, au niveau communautaire. Le Congo pourrait renforcer:

- les campagnes d'éducation sanitaire;
- les programmes de dépistage précoce dans les centres de santé intégrés;
- l'éducation nutritionnelle dans les établissements scolaires;
- les programmes sportifs scolaires et communautaires. Enfin, la prévention se fait aussi au niveau institutionnel. Les perspectives les plus prometteuses doivent inclure:
- l'intégration des maladies métaboliques dans les politiques nationales de santé;
- le développement des centres spécialisés en diabétologie et cardiologie;
- la formation du personnel médical;
- l'utilisation du numérique et du téléphone mobile pour le suivi des patients.

Les perspectives d'avenir

L'avenir dépendra fortement de la capacité du système de santé congolais à anticiper l'augmentation des maladies chroniques. Le scénario positif se présente ainsi qu'il suit: Si des politiques de prévention sont renforcées, les résultats vont se manifester à travers:

- la baisse des complications cardio-vasculaires;
 - la réduction des coûts hospitaliers;
 - l'amélioration de l'espérance de vie;
 - la meilleure sensibilisation de la population.
- Par contre, en cas d'inaction, donc demeurer insensible à la lutte contre le syndrome métabolique, ne pas mener des programmes de prévention, les conséquences suivantes vont se manifester au sein de la société:
- augmentation du nombre de cas de diabète et d'hypertension;
 - hausse des cas d'insuffisance rénale et d'accident vasculaire cérébral (A.v.c);
 - surcharge du système hospitalier;
 - impact économique important sur les familles et sur l'Etat.

Conclusion

Le syndrome métabolique constitue une menace crois-



Par le Dr Diaz Patrice Badila Kouendolo.

sante contre la société et un grand problème de santé publique. Au centre de ce phénomène: le mode de vie et l'environnement en matière d'alimentation, d'hygiène et de soins de santé. Le Congo-Brazzaville connaît des mutations socio-économiques, en raison de l'urbanisation et des changements de mode de vie. Toutefois, il existe des perspectives encourageantes grâce à une politique nationale de santé incluant une grande dimension préventive, à travers des programmes de dépistage précoce, l'éducation sanitaire, la promotion de l'activité physique donc de la pratique du sport, l'équipement des établissements de santé et leur bon fonctionnement par une meilleure organisation des soins. A cela, il faut ajouter la construction des centres d'hémodialyse, pour soulager les personnes souffrant d'insuffisance rénale. Le C.h.u est déjà doté d'une unité d'hémodialyse dont il faut assurer le fonctionnement régulier. De même, l'Hôpital général Adolphe Cissé de Pointe-Noire offre un service de dialyse, tout comme la Clinique Nouvelle vie médicité de Brazzaville. Quelques centres privés de dialyse existent aussi, sauf que les coûts prohibitifs pratiqués par séance épuisent le pouvoir d'achat des malades et de leurs familles. La prévention reste, aujourd'hui, la stratégie la plus efficace et la moins coûteuse, pour limiter les complications futures des pathologies liées au syndrome métabolique.

Dr Diaz Patrice BADILA KOUENDOLO

Gériatre, Chef de service, Chef de Pôle Gériatrie; Hôpital Hôtel Dieu, Groupe SOS Santé France; Spécialiste des troubles neurodégénératifs; Expert en gestion et politique de santé.

Organisation des élections

Pour T.l.p Congo, il faut un recensement administratif spécial

Après l'élection présidentielle de mars 2026, le Congo aborde, en juillet 2027, les élections législatives et locales. La question de la constitution des listes électorales fiables demeure une préoccupation au sein de la classe politique et de la société civile. La Coalition Tournons-la-page Congo (T.l.p Congo) estime qu'un nouveau fichier électoral est nécessaire, pour l'intégrité des prochaines élections.



La révision ne permet pas la refonte du fichier électoral.

Alors que le peuple congolais s'attendait à un recensement administratif spécial pour l'élaboration d'un nouveau fichier électoral, en vue de la présidentielle de mars 2026, le gouvernement, notamment le Ministère de l'intérieur et de la décentralisation, avait plutôt opté pour une révision des listes pré-existantes. Cette révision n'a finalement rien changé du tout.

Concrètement, la révision consiste juste à opérer un toilettage des listes, en supprimant les noms des personnes décédées, en enregistrant les noms des personnes ayant atteint la majorité, c'est-à-dire 18 ans, l'âge requis pour être électeur (Cf. article 5 de la loi électorale) ou encore en incorporant dans de nouvelles circonscriptions, des personnes ayant déménagé d'une agglomération à une autre ou d'une juridiction administrative à une autre. «La révision permet de faire une mise à jour de nos listes électorales générales et spéciales, c'est-à-dire de porter sur les listes tous les jeunes gens qui ont eu 18 ans accomplis depuis la dernière élection au suffrage universel direct qui a eu lieu en 2017, ceux qui auront 18 ans à la date du scrutin et toutes les personnes qui depuis toujours avaient négligé de se faire inscrire», déclarait, à la veille de la présidentielle de 2021, Henri Bouka, président de la C.n.e.i. Cependant, ce toilettage n'a jamais atteint les résultats escomptés, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Les phénomènes de doublons, du maintien des noms des électeurs décédés ou de l'oubli des électeurs persistent. Raison pour laquelle la Campagne Tournons la Page Congo pointe du doigt les mêmes insuffisances des fichiers électoraux pourtant mis à jour, dans ses rapports publiés respectivement au lendemain de la présidentielle contestée de 2021 et des élections législatives couplées aux locales de 2022.

Malheureusement, ces insuffisances ont été reconduites à l'élection présidentielle de 2026 et il faut craindre qu'elles ne se répercutent encore aux élections législatives et locales de 2027. Plus de deux décennies de révision pour les mêmes irrégularités, ça ne va pas. Pour avancer, il faut changer carrément de fichier électoral

T.l.p Congo s'interroge sur l'immuabilité du fichier électoral, lorsqu'on sait qu'avant le 5ème R.g.p.h (Recensement général de la population et de l'habitat) de 2023, le Congo comptait 2.645.283 électeurs inscrits, pour une population de 6.142.180 habitants. Mais, ces chiffres sont restés exactement les mêmes à l'issue de la révision des listes électorales de septembre et octobre 2025. Il apparaît indubitablement qu'en l'état actuel, le fichier électoral ne saurait offrir un dénombrement exact et objectif des électeurs que compte le Congo.

Le nouveau ministre de l'intérieur et de la décentralisation, Jean Olessongo Ondaye, devrait faire feu de tout bois, pour produire un projet de loi portant organisation d'un nouveau recensement administratif, pour la mise en place d'un nouveau fichier électoral actualisé, sur la base des réalités contemporaines. Le recours aux nouvelles technologies (G.p.s ou Capi ou Interview personnelle assistée par ordinateur) faciliterait l'atteinte de ce résultat.

Autrement dit, aller aux prochaines élections législatives et locales de 2027 avec le même fichier électoral relèverait du cynisme et d'un refus catégorique de l'inclusion et de la transparence. Ce serait une fois de plus une véritable stagnation démocratique. T.l.p Congo estime qu'un nouveau fichier électoral s'imposerait comme une étape déterminante vers l'amélioration significative de la gouvernance électorale dans notre pays.

John NDINGA NGOMA

Ministère des sports, de la jeunesse et de l'éducation civique

Hugues Ngouélondélé en visite de travail à l'Académie de football Alima d'Oyo

Le ministre des sports, de la jeunesse et de l'éducation civique, Hugues Ngouélondélé, a rendu visite, le jeudi 14 mai 2026, à la première promotion de 45 élèves en formation depuis octobre 2024, à l'Académie de football Alima d'Oyo (Département de la Cuvette). Il est venu constater l'évolution de ces jeunes footballeurs, rigoureusement sélectionnés à travers le pays et formés dans cette structure depuis bientôt deux ans.

Deux ans après l'entrée de la première promotion, Hugues Ngouélondélé a fait un constat satisfaisant de l'évolution remarquable des jeunes footballeurs formés à l'Académie de football Alima d'Oyo d'une part et de l'autre, la construction, suivant les standards internationaux, des infrastructures de l'académie. Le bâtiment R+1, récemment érigé aux côtés des terrains de football et autres équipements, contribue à valoriser l'ensemble du complexe sportif d'Oyo.

S'adressant aux jeunes pépites qu'il considère comme les futurs ambassadeurs du football congolais, le ministre



Hugues Ngouélondélé à l'Académie de football Alima d'Oyo.

Hugues Ngouélondélé a réaffirmé sa confiance en l'avenir. «C'est comme je l'ai dit au début: vous êtes l'avenir de ce

pays. J'étais très content de vous voir et entendre chanter l'hymne national. Vous devez être de bons patriotes. La

première mission, pour vous, c'est de défendre le drapeau national, donc le pays. Tout le pays compte sur vous, parce que vous êtes l'avenir du football. Le football du pays, aujourd'hui, a des problèmes, il est complètement au bas de l'échelle et on compte sur vous pour le remonter. Les impatients attendront. Moi, je suis patient et je sais qu'avec vous, on gagnera et bon courage à vous», a-t-il indiqué.

24 des 44 élèves de l'académie font le déplacement de la France, dimanche 17 mai 2026, pour livrer des rencontres sportives, afin de jauger leur niveau technique. Ils vont affronter les U14 du P.s.g (Paris Saint-Germain) ainsi que d'autres clubs de référence, dans le cadre d'une confrontation destinée à accélérer leur progression technique.

Luze Ernest BAKALA

Fécovo (Fédération congolaise de volleyball)

26 joueurs présélectionnés, avant les éliminatoires de la Can, à Bangui

La Fécovo (Fédération congolaise de volleyball), dirigée par le président Jean-Claude Mopita, a publié la liste de 26 joueurs des Diables-Rouges seniors messieurs présélectionnés, pour préparer les éliminatoires de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) de volleyball seniors messieurs que Bangui, la capitale de la République Centrafricaine, a l'insigne honneur d'abriter, du 23 au 26 juin 2026. Les Diables-Rouges volleyball seniors messieurs participent à ces éliminatoires. Pour les préparer, au total 26 joueurs, dont 17 locaux et 9 professionnels, ont été présélectionnés. Les locaux s'entraînent au Gymnase Henri Elendé, où se trouve le siège de la fédération.

Pour la première journée, mardi 12 mai dernier, 13 joueurs locaux se sont présentés sur les 17 joueurs attendus au Gymnase Henri Elendé. 4 se sont excusés, par manque d'autorisation d'absence de leurs lieux de travail. Cette première journée a été très déterminante pour les uns et les autres, au regard des objectifs des Diables-Rouges qui doivent, coûte-que-coûte, se qualifier pour la phase finale de la Can Kinshasa 2026, en septembre prochain.

Pour les éliminatoires de juin prochain à Bangui, le coach Abrahis Nkouka a donc présélectionné 26 joueurs. Au finish, 18 seront sélectionnés, pour participer aux éliminatoires. «Une rentrée pas comme les autres, puisque les enfants s'entraînent dans leurs clubs respectifs et ce n'est que normal. Cette première journée, pour moi, a été



Diables-Rouges volleyball seniors hommes.



Les Diables-Rouges volleyball seniors hommes ont commencé leurs entraînements.

une journée pour jauger le niveau de tout un chacun, afin de mettre au point un

programme digne. Mais, attendons de voir, car c'est le travail. Nous travaillons

d'abord, le parler ne doit pas prendre le dessus. Nous devons nous mettre résolument au travail. Déjà, les professionnels ont une avance sur nous, parce qu'ils ne font que ça et ils ne sont pas au repos. Quand ils viendront, ils vont intégrer le groupe», a-t-il indiqué, avant de rassurer les férus de la balle au filet, de la qualification des Diables-Rouges à Bangui.

Signalons tout de même que les Diables-Rouges volleyball seniors hommes n'ont plus participé à ce niveau de compétition, depuis les Onzièmes Jeux africains, en septembre 2015, à Brazzaville, où ils avaient décroché la deuxième place, synonyme de médaille d'argent. Par manque de budget, ils ont manqué toutes les compétitions africaines, depuis une décennie. Cette fois, c'est la fédération qui s'est démenée, sur fonds propres, pour leur participation aux éliminatoires de la Can 2026, à Bangui. Tant mieux si le gouvernement peut se réveiller pour assurer ce qu'il faut à la sélection nationale, surtout qu'il s'agit maintenant d'accélérer la marche.

Luze E. B.

Fécovo (Fédération congolaise de volleyball)

Un cours international d'entraîneurs de niveau 3 se tient à Brazzaville



Jean-Claude Mopita, président de la Fécovo

Brazzaville, la capitale de la République du Congo, accueille, du 1er au 8 juin 2026, le séminaire international de formation des entraîneurs de volley-ball de niveau 3 de la F.i.v.b (Fédération internationale de volleyball), sous le patronage de Jean-Claude Mopita, président de la Fécovo (Fédération congolaise de volleyball) et de son bureau exécutif. Plus d'une trentaine d'entraîneurs, détenteurs du cours niveau 2 et venant de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest, dont les dossiers ont été validés par la F.i.v.b, y prennent part.

Dirigée par l'Allemand Piter Nonandron et le Camerounais Guy Atangana, tous deux instructeurs et experts de la F.i.v.b, la session de formation, ouverte aux entraîneurs de niveau 2 de volleyball, se déroule dans la salle de réunion du Stade Alphonse Massamba-Débat pour ce qui est de la théorie, et au Gymnase Henri Elendé, pour ce qui est de la pratique.

Malgré des défis financiers importants, la Fécovo met les bouchées doubles pour garantir la bonne tenue de ce rendez-vous international. «Tout est fin prêt pour recevoir nos hôtes. Les cours théoriques vont se tenir dans la salle de réunion du Stade Alphonse Massamba-Débat et pour la partie pratique, ce serait à notre siège, au Gymnase Henri Elendé», a confié Jean-Claude Mopita à la presse.

Il est à noter que c'est pour la première fois, dans l'histoire de la Fécovo, que Brazzaville abrite le cours d'entraîneurs de volleyball de niveau 3. C'est grâce à la vision du président de la Fécovo qui, dans le cadre de sa politique de pouvoir former et développer le volleyball congolais, a obtenu de la F.i.v.b, la possibilité d'organiser, pour la première fois, ce cours de niveau 3, cette année 2026.

L.E.B.

Handball

Un Comité de médiation pour résorber la crise

Pour résorber la crise qui affecte le handball congolais, un Comité de médiation a été mis en place le 27 avril 2026. Dirigé par André Blaise Bollé et comprenant 16 membres, ce comité est une initiative des compatriotes «issus de toutes obédiences et soucieux du développement harmonieux du handball national». Il s'est donné comme mission «d'établir des contacts avec tout sachant, aux fins de rechercher des solutions idoines permettant l'éradication de cette crise». Ce faisant, il a adressé un courrier à la présidente de la Fécohand (Fédération congolaise de handball), Linda Ambrosine Noumazalayi Ebendzé, pour une séance de travail. Reste maintenant à voir si cette initiative pourra favoriser la réconciliation au sein du handball congolais, afin de le relancer.

Les journées de gala de handball organisées

Les journées de gala de handball, initiées par la Dynamique pour le réveil du handball congolais, fondée par le général Serges Oboa, se poursuivent normalement. Ainsi, dimanche 17 mai 2026, c'était la 5ème journée, au Centre sportif de Makélékélé, à Brazzaville. Comme d'habitude, c'était riche en spectacle et en émotions, avec la chorale des Diables-Rouges animée par Alino et la mascotte de l'Ac Léopards, devant un public venu nombreux. Le prochain rendez-vous a lieu le dimanche 24 mai, en attendant le grand tournoi national annoncé à Pointe-Noire, pour la fête du handball congolais.

Résultats à l'issue de cette 5ème journée

- A.s.b vs Avenir du rail: 27-23;

- Asoc vs Ascel: 25-20;

- Pétrsport vs Lion sport: 27-35.

Du gîte au pouvoir économique: les dérives de l'intégration libanaise au Congo

accordés avec une facilité inhabituelle, parfois sur des documents douteux qui, pour d'autres, seraient examinés à la loupe. Cette complexité structurelle transforme des exilés accueillis en exilés qui enchaînent, dominant ceux qui leur ont tout donné. En fin de compte, le Congo est à un carrefour important qui donne sa chance à cha-

Dans les années 80, quand Beyrouth et le Liban flambaient sous les bombes israéliennes et l'emprise syrienne, des milliers de Libanais ont fui la guerre et les violences dans leur pays, pour trouver refuge ailleurs. Parmi les pays qui les ont accueillis, le Congo s'est vraiment démarqué par son hospitalité légendaire. Comme des frères, les Congolais leur ont offert gîte et couvert, en plus des opportunités d'affaires et une intégration sociale fraternelle. Mais cette fraternité, sincère du côté congolais, a doucement glissé, côté libanais, vers une domination économique et sociale, au fur et à mesure que leurs affaires prospéraient. Aujourd'hui, ils ont acquis des positions dominantes dans de nombreux secteurs économiques. Malheureusement, leur attitude suscite de sérieuses questions côté congolais, au point de remettre en cause le vivre-ensemble entre les deux communautés: l'«aminé hariri», l'exilé bien accueilli, est devenu celui qui enchaîne son hôte, qui lui avait tout donné à son arrivée.

Le problème, ce n'est pas la présence d'une communauté étrangère en soi. Le Congo, pays à l'hospitalité légendaire, ouvert et accueillant depuis toujours, reçoit les étrangers en quête de refuge, d'affaires ou de stabilité. Le vrai souci, c'est l'évolution de certains acteurs économiques qui, partis de presque rien, ont peu-à-peu mis la main sur des pans entiers de nombreux secteurs économiques: grande distribution; restauration; pâtisserie; industrie agro-alimentaire; hôtellerie; transport aérien; transport de pétrole; immobilier; travaux publics, etc. Cette ascension ne serait pas condamnable en soi, si elle n'engendrait pas des comportements manifestant un certain mépris du patronat libanais à l'égard des travailleurs congolais et de la population accueillante. Et voilà, c'est là que ça devient sensible. Dans pas mal de milieux professionnels, des voix s'élèvent pour dénoncer des comportements carrément méprisants envers les

travailleurs congolais. Propos désobligeants, salaires de misère, pressions quotidiennes, etc, les griefs reviennent sans cesse, traduisant ainsi le manque de considération du travailleur congolais et l'absence du respect de la dignité humaine. Certains témoignages parlent d'un climat de domination où le Congolais, pourtant acteur principal de la richesse créée sur son propre sol, se retrouve relégué à un rang subalterne dans des entreprises qui prospèrent, grâce au marché local et à une main-d'œuvre bon marché. Les dérives ne s'arrêtent pas là. Certains employeurs libanais violent carrément les droits fondamentaux des travailleurs, parce qu'assurés d'une certaine impunité, à travers les connexions entretenues avec les hauts responsables administratifs et les dirigeants politiques congolais. Un simple coup de fil suffit souvent pour entermer une affaire, avant même qu'elle n'arrive à l'inspection du travail ou dans un tribunal.

Les victimes, découragées par les blocages ou les obstructions voire les injonctions de toutes sortes, n'ont même plus la force de porter plainte: elles savent que ça n'aboutira pas. Le patron libanais, habitué à naviguer dans ces méandres, n'a qu'à gérer les apparences, pour continuer à dominer, même en posant des actes clairement répréhensibles par la loi congolaise. Cette impunité va encore plus loin. On rapporte des pratiques de chantage envers certaines autorités. Des contrevenants n'hésitent pas à sortir du pays et y revenir plusieurs fois, sans jamais répondre de leurs actes devant la justice. En dominant même des secteurs comme le transport aérien et les jets privés, ils rapatrient des sommes énormes en devises directement dans leur pays, le Liban, sans aucun contrôle réel. Ce qui était un toit offert par le Congolais est devenu un vrai casse-tête, pour le développement économique et social du Congo.



Par maître Athiga Dah Kana.

La situation est devenue encore plus préoccupante, quand s'ajoute l'impression d'impunité. Parfois, un simple appel, un relais administratif ou une proximité avec une autorité suffit pour étouffer un incident, qui va demeurer sans suite, sans réparation, sans effet dissuasif. Une vidéo d'excuses, une déclaration publique, puis le silence. Dans un État de droit, ça ne peut pas suffire comme réparation ou dédommagement, quand la dignité des travailleurs est en jeu. La justice sociale ne peut pas se réduire à une mise en scène de contrition sans conséquences concrètes. Ce serait pourtant simpliste et même injuste de transformer cette question en procès contre toute une communauté. Tous les Libanais du Congo ne se ressemblent pas et beaucoup participent

honnêtement à l'économie nationale, paient leurs impôts, créent des emplois et entretiennent des relations respectueuses avec le pays d'accueil. Le vrai défi, c'est de distinguer les comportements exemplaires des pratiques abusives. C'est le rôle de l'État, des syndicats, des organisations professionnelles et de la société civile de faire cette distinction avec rigueur. Le Congo ne peut pas rester dans une tolérance passive face à des dérives qui, à terme, fragilisent la cohésion nationale et sapent les efforts de développement national. Quand l'hospitalité se transforme en domination, c'est tout le contrat social qui est rompu. Certains opérateurs libanais ont su pactiser avec l'élite locale et même avec l'élite expatriée, renforçant leur position. Dans les banques, des prêts sont

cun, même aux étrangers. Mais, l'hospitalité qui a accueilli des exilés fuyant la guerre ne doit pas devenir la chaîne qui entrave le développement du pays. Il est urgent que les autorités nationales mettent en place une régulation stricte des activités économiques étrangères, renforcent l'application du droit du travail, assainissent les circuits judiciaires et financiers, et protègent sans complaisance la dignité des travailleurs congolais. Seule une justice impartiale et un État souverain pourront transformer ce toit généreux en un partenariat équitable, préservant la paix sociale et la souveraineté nationale. L'histoire jugera ceux qui, aujourd'hui, préfèrent le silence à l'action.

Maitre ATIGHA DAH KANA
Doctorant en Droit et Politologue

(Suite de la page 3)

mère de la Loi Mouébara, destinée à lutter contre les violences faites aux femmes. Après, il y a eu des démentis. Des proches du ministre Jean-Marc Thystère-Tchicaya s'en sont pris aux internautes qui relaient cette histoire. «Rien ne saurait justifier les campagnes de désinformation et de manipulation visant à ternir l'image» du «ministre Jean-Marc Thystère Tchicaya, une personnalité publique et un acteur politique majeur de notre pays». De même, la présumée victime, à savoir Mme Sonia Joséphine Jacquet, s'est fondue d'un démenti, à la surprise générale, devant l'ampleur qu'a prise l'histoire qu'elle a elle-même jetée sur la place publique. En tout cas, l'exécutif, anticipant probablement la réaction du parlement, sur cette histoire de mœurs, ne se le fait pas dire: «Le gouvernement rappelle à tous que Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, a prêté serment, en s'engageant à appliquer

le pacte social, à assurer le respect de la dignité humaine et la protection des droits des femmes et des personnes vulnérables». Or, les faits déplorés, notamment la maltraitance au foyer, sur la base du témoignage publié par l'épouse elle-même, illustré d'une photo où elle apparaît avec une blessure au front, manifestant l'idée d'une femme battue, ont provoqué une grande indignation au sein de l'opinion. Même si la femme s'est rétractée, au regard des intérêts en jeu, comment la loi va-t-elle rester muette à ce sujet? «Concernant la blessure que j'ai partagée, elle est survenue à la suite d'une dispute et d'une altercation entre mon époux et moi, face à certains différends», se justifie-t-elle aujourd'hui, comme pour relativiser les faits. Ce qui est clair, c'est qu'il y a violence. Pour le reste, c'est toute l'alchimie des gros et petits poissons. Jusqu'où ira l'action du gouvernement en justice. Attendons de voir!

Jean-Claude DIATOU

IN MEMORIAM

Madame Mopendza
née EKONDZA Agnès

24 Mai 2019 –
24 Mai 2026

Les années passent
mais ton souvenir
demeure inoubliable.

REPOSE
EN PAIX MAMAN !

